



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 26 SEPTEMBRE 1942

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 26TH, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: L'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion; sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
1—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
1—1-52

Lettres Patentes

"Daoust & Daoust Limitée"

"Daoust & Daoust Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour de septembre 1942, constituant en corporation: Guisolphe-Joseph Daoust, Philippe Daoust et Paul Daoust, hôteliers, tous trois de Ste-Anne-de-Bellevue, dans le district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir, organiser, diriger, administrer, exercer le commerce d'hôtel avec tous les privilèges attachés à ce genre de commerce, conformément aux licences dont jouira ladite compagnie, tel que cabaret, taverne, salle organisée pour la vente de vins, bière, rafraîchissements et spiritueux, importateur et manufacturier d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres liqueurs, victuailleur, propriétaires de voiture, fiacre, véhicules et garage, fermier, laitier, marchand de glace, propriétaire de clubs, bains, salles de toilette, buanderie, salles de lecture et d'écriture, dépôts de journaux, kiosque de souvenirs et curiosités, bibliothèques, terrains et lieux de divertissements, d'amusements de sport et de récréation, marchands de tabac et cigares,

Letters Patent

"Daoust & Daoust Limitée"

"Daoust & Daoust Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1942, incorporating: Guisolphe-Joseph Daoust, Philippe Daoust and Paul Daoust, hotel-keepers, all three of Ste-Anne-de-Bellevue, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote, organize, direct, manage, carry on the hotel business with all the privileges attached to such a business, in conformity with the licenses which the said company may enjoy, such as cabaret, tavern, rooms fitted up for the sale of wines, beer, refreshments and alcoholic beverages, importer and manufacturer of aerated, mineral and artificial waters and other beverages, victualler, carriage, cab, vehicle and garage owners, farmer, dairyman, ice merchant, owner of clubs, baths, lavatories, laundries, reading and writing rooms, news-stands, souvenir and curio stands, libraries, playgrounds and places of amusement, sport and recreation, tobacco and cigar merchants, barber shops, travel agents, theater owners, under the name of "Daoust &

boutique de barbier, agent de voyage, propriétaire de théâtre, sous le nom de "Daoust & Daoust Limitée" — "Daoust & Daoust Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Ste-Anne-de-Bellevue, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour de septembre 1942.

P. FRENETTE,

2050-o Assistant-procureur général suppléant.

Daoust Limitée" — "Daoust & Daoust Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company shall be at Ste-Anne-de-Bellevue, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1942.

P. FRENETTE,

2050 Acting Deputy Attorney General.

"Joliette Machine Works Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'août 1942, constituant en corporation: J.-Paul Gamache, garagiste, Gérard Forest, comptable, et Alfred Astphan, gérant, tous de la cité et du district de Joliette, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de machineries, appareils, outillage et fournitures de toutes sortes, sous le nom de "Joliette Machine Works Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Joliette, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour d'août 1942.

P. FRENETTE,

2051-o Assistant-procureur général suppléant.

"Joliette Machine Works Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1942, incorporating: J. Paul Gamache, garage keeper, Gérard Forest, accountant, and Alfred Astphan, manager, all of the City and District of Joliette, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell and deal in machinery, apparatus, equipment and supplies of every kind, under the name of "Joliette Machine Works Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.) each.

The head office of the company will be at Joliette, District of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1942.

P. FRENETTE,

2051 Acting Deputy Attorney General.

"L'Avenir du Nord Compagnie Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour d'août 1942, constituant en corporation: Roger Brossard, avocat et Conseil du Roi, Albert Lagnado, avocat, et Annette Turgeon, secrétaire, fille majeure, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Publier, éditer, imprimer, administrer, conduire, faire circuler, distribuer, vendre, tous journaux et notamment le journal "L'Avenir du Nord", sous le nom de "L'Avenir du Nord Compagnie Limitée", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, P.Q.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour d'août 1942.

P. FRENETTE,

2052-o Assistant-procureur général suppléant.

"L'Avenir du Nord Compagnie Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of August, 1942, incorporating: Roger Brossard, advocate and King's Counsel, Albert Lagnado, advocate, and Annette Turgeon, secretary, spinster, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To publish, edit, print, manage, conduct, circulate, distribute, sell, all newspapers and in particular the newspaper "L'Avenir du Nord", under the name of "L'Avenir du Nord Compagnie Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company shall be at Saint-Jérôme, district of Terrebonne, P.Q.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of August, 1942.

P. FRENETTE,

2052 Acting Deputy Attorney General.

"Le Nettoyeur Idéal, Cie, Ltée"
"Ideal Cleaner, Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour d'août 1942, constituant en corporation: Lucien Gagnon, industriel, Jean-Yves Desbois, contremaître et Gérard Simard, voyageur, domiciliés tous trois en la ville de

"Le Nettoyeur Idéal, Cie, Ltée"
"Ideal Cleaner, Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of August, 1942, incorporating: Lucien Gagnon, manufacturer, Jean-Yves Desbois, foreman, and Gérard Simard, traveller, all three residing in the Town of Jonquière, district

Jonquière, dans le district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir comme industrie en exploitation l'entreprise et le commerce de nettoyage et pressage présentement exercés en la ville de Jonquière par Lucien Gagnon, susnommé, sous le nom de Nettoyeur "Idéal" Cleaner Enreg., et la totalité ou une partie de son actif et de son passif suivant les termes et conditions qui seront jugés convenables et continuer telle exploitation;

Entreprendre et continuer l'exploitation d'une teinturerie et d'une buanderie et de toutes industries connexes soit à titre de propriétaire, soit à titre d'agent;

Faire la réparation des chaussures, leur commerce et celui du cirage et de la teinture des chaussures;

Construire ou acquérir et exploiter un entrepôt frigorifique pour la conservation des fourrures, hardes et linges moyennant un loyer, une commission ou une rémunération basée sur la valeur de tels fourrures, hardes et linge établie par leur propriétaire, sous le nom de "Le Nettoyeur Idéal, Cie, Ltée"—"Ideal Cleaner, Co. Ltd." avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix dollars (\$99,990.00), divisé en quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (4999) actions ordinaires de dix dollars (\$10.00) chacune et cinq cents (500), actions privilégiées de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Jonquière, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour d'août 1942.

P. FRENETTE,

2053-o Assistant-procureur général suppléant.

"Molyca Mines Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'août 1942, constituant en corporation: Maurice Boisvert, avocat et Conseil du Roi, Gérard Corriveau, avocat, et Cécile Bouret, sténographe, fille majeure, tous trois de la cité et du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, prendre ou louer ou autrement acquérir et aliéner toutes mines, terrains miniers, minéraux, droits miniers et/ou permis et tout intérêt en iceux et y faire des recherches et explorations, les travailler, exercer, développer et les faire valoir;

Pour les fins de la compagnie:

Faire aucun contrat relativement à des limites à bois, permis forestiers et droits de coupe, et couper, rendre propre au marché, manipuler, manufacturer, négocier et faire des contrats relativement au bois de charpente et bois de construction, de toutes sortes, et tous leurs produits;

Acquérir, louer, faire des contrats, améliorer, maintenir, utiliser, exploiter, vendre, donner à bail et négocier des résidences, maisons de logements et hôtels, sous le nom de "Molyca Mines Limited", avec un capital total de dix-neuf mille dollars (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La compagnie sera administrée par un bureau de cinq directeurs qui seront élus à la première assemblée des actionnaires, dont trois formeront quorum.

of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire as a going concern the undertaking and business of cleaning and pressing now carried on in the Town of Jonquière by Lucien Gagnon, aforesaid, under the name of "Nettoyeur "Idéal" Cleaner Enreg.", and the whole or a part of its assets and liabilities upon such terms and conditions as may be deemed suitable and to continue the said business;

To undertake and continue the operation of a dye-works and laundry and all the industries connected therewith, either as owner or as agent;

To repair shoes, deal in same and deal in shoe polishes and dyes;

To construct or acquire and operate a cold storage warehouse for the storing of furs, wearing apparel and clothing for a rental, a commission or a remuneration based on the value of such furs, wearing apparel and clothing established by their owner, under the name of "Le Nettoyeur Idéal, Cie, Ltée"—"Ideal Cleaner, Co. Ltd.", with a total capital stock of ninety-nine thousand nine hundred and ninety dollars (\$99,990), divided into four thousand nine hundred and ninety-nine (4999) common shares of ten dollars (\$10) each and into five hundred (500) preferred shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Jonquière, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of August, 1942.

P. FRENETTE,

2053 Acting Deputy Attorney General.

"Molyca Mines Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1942, incorporating: Maurice Boisvert, advocate and King's Counsel, Gérard Corriveau, advocate, and Cécile Bouret, stenographer, spinster, all three of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, take or lease, or otherwise acquire and alienate any mines, mining lands, minerals, mining rights and/or licenses, and any interest therein and to prospect and explore, work, operate, develop the same and turn them to account;

For the purposes of the company:

To enter into any contract respecting timber limits, forest licenses and timber cuts and to cut, render marketable, handle, manufacture, negotiate and enter into contract respecting timber and lumber of every kind, and all the products thereof;

To acquire, lease and enter into contracts, improve, maintain, use, operate, sell, give on lease and deal in residences, dwelling houses and hotels, under the name of "Molyca Mines Limited", with a total capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.) divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The company will be managed by a Board of five Directors who will be elected at the first meeting of the shareholders, three of whom shall form the quorum.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour d'août 1942.

P. FRENETTE,

2054-o Assistant-procureur général suppléant.

The head office of the company will be at Montreal, District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1942.

P. FRENETTE,

2054 Acting Deputy Attorney General.

"Restall Slipper Co. Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois septembre 1942, constituant en corporation: Carlo Perluzzi, manufacturier, 1764 rue St-Thimothée, Robert Hétu, restaurateur, 4707A est, rue Ontario, et Charles-Edouard Vanier, comptable, 4393 rue Garnier, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer et exploiter de toute manière quelconque le commerce qui consiste à manufacturer et à vendre des bottes, chaussures et pantoufles; fabriquer, produire, acheter, importer et autrement acquérir, préparer pour le marché et vendre en gros et/ou détail, exporter, transporter, emmagasiner, distribuer et autrement disposer, vendre et négocier des articles et choses dans la fabrication desquels le cuir entre en tout ou en partie, et plus spécialement les bottes, chaussures et pantoufles de toutes sortes et description, sous le nom de "Restall Slipper Co. Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, P.Q.

Daté du bureau du procureur général, le trois septembre 1942.

P. FRENETTE,

2055 Assistant-procureur général suppléant.

"Restall Slipper Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1942, incorporating: Carlo Perluzzi, manufacturer, 1764 St-Thimothée Street, Robert Hétu, restorator, 4707A, Ontario East, and Charles-Edouard Vanier, accountant, 4393 Garnier Street, all of the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in any way or manner whatsoever the business of boot, shoe and slipper manufacturer and dealer, and manufacturing, producing, buying, importing and otherwise acquiring and preparing for market and of selling at wholesale and/or retail, exporting, transporting, storing, distributing and otherwise disposing of, trading in and dealing in articles and things whereof leather is used in whole or in part, and more particularly boots, shoes and slippers of all kinds and description, under the name of "Restall Slipper Co. Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal, P.Q.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1942.

P. FRENETTE,

2055-o Acting Deputy Attorney General.

"United Tobacco & Confectionery Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du 29 août 1942, constituant en corporation: Dame Lily Rabinovitch, épouse séparée de biens de Harry Bloom et dûment autorisée aux présentes par ledit Harry Bloom, Willie Rabinovitch et Sam Rabinovitch, tous marchands des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre, soit en gros ou en détail ou autrement exercer le commerce ou le négoce, produire, importer et exporter toutes sortes d'objets, articles et marchandises généralement vendus par les marchands de tabac et les confiseurs; et plus spécialement du tabac et les produits du tabac, bonbons et objets similaires, sous le nom de "United Tobacco & Confectionery Company", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000) divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 29 août 1942.

P. FRENETTE,

2057 Assistant-procureur général suppléant.

"United Tobacco & Confectionery Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1942, incorporating: Dame Lily Rabinovitch, wife separate as to property of Harry Bloom and duly authorized hereto by the said Harry Bloom, Willie Rabinovitch and Sam Rabinovitch, all merchants of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell, either at wholesale or at retail or otherwise deal in or with, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise generally sold by tobacconists and confectioners; and more especially, tobacco and tobacco products, candies and similar objects, under the name of "United Tobacco & Confectionery Company", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1942.

P. FRENETTE,

2057-o Acting Deputy Attorney General.

"Smiley's Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois septembre 1942, constituant en corporation: Ezra Leithman, avocat, Gerald S. Tritt et Abraham Halmer Vineberg, avocats et Conseils en loi du Roi, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et négoce, en gros et en détail, et manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter et généralement faire le commerce et négoce de menus articles, bimbeloterie, nouveautés, tissus, accessoires de ménage, ornements, bijoux, montres, horloges, papeterie et quincaillerie, verrerie, faïence, coutellerie, appareils électriques fixes et accessoires, jouets et autres articles et produits, commodités et accessoires de même et semblable nature, nécessaires ou utiles aux fins du commerce; agir comme agents, marchands à commission, ou représentants et ouvrir des magasins, usines, ateliers, bureaux, entrepôts, sous le nom de "Smiley's Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 751 Victoria Square, en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trois septembre 1942.

P. FRENETTE,

2056 Assistant-procureur général suppléant.

"Smiley's Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1942, incorporating: Ezra Leithman, advocate, Gerald S. Tritt and Abraham Halmer Vineberg, Advocates and King's Counsellors, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business as wholesale and retail merchants, and to manufacture, buy, sell, import and export and generally deal and trade in smallwares, notions, novelties, fabric textiles, household accessories, ornaments, jewelry, watches, clocks, stationery and hardware, glass, crockery, cutlery, electrical appliances and fixtures, toys and other articles and products, commodities and accessories of the same and similar nature, necessary or convenient for the purpose of the business and to act as agents, commission merchants, or representatives and to open stores, factories, shops, offices, warehouses, under the name "Smiley's Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 751 Victoria Square, in the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1942.

P. FRENETTE,

2056-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires**"Canadian Home Property Corporation"**

Avis est, par les présentes donné, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier septembre 1942, à la compagnie "Canadian Home Property Corporation", a) ratifiant le règlement "J" augmentant ses pouvoirs en remplaçant l'article "d" des lettres patentes par l'article "d" suivant:

"(d) Acquérir, posséder, louer, utiliser, disposer et céder toutes propriétés immobilières de toutes sortes et nature, bâties occupées pour différentes fins ou inoccupées, emplacements, droits de surface, et toutes servitudes, franchises, privilèges, et permis municipaux, fédéraux ou provinciaux ou tout intérêt en tels droits et d'en disposer en qualité de mandants et/ou comme agents."

b) Ratifiant le règlement "k" réduisant le capital-total de la compagnie de \$20,000 à \$10,000, par l'annulation de 200 actions d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Daté du bureau du procureur général, le premier septembre 1942.

P. FRENETTE,

2058 Assistant-procureur général suppléant.

Supplementary Letters Patent**"Canadian Home Property Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the first day of September, 1942, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Canadian Home Property Corporation", a) ratifying By-Law "J" increasing its powers in replacing section "d" in the Letters Patent by the following section "d":

"(c) To acquire, own, lease, use, dispose of and cede any immoveable properties of whatever kind and nature, buildings occupied for any purpose or unoccupied, sites, surface rights, and any servitudes, franchises, privileges, municipal, federal or provincial permits or any interest in such rights and to dispose of the same in the capacity of principals and/or as agents."

b) ratifying By-Law "k" reducing the capital stock of the company from \$20,000.00 to \$10,000.00, by cancelling 200 shares of a par value of \$50.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1942.

P. FRENETTE,

2058-o Acting Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Sales for Municipal Taxes

Province de Québec.—District de Lotbinière

Province of Quebec.—District of Lotbinière

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE VILLEROY

SCHOOL MUNICIPALITY OF VILLEROY

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 14 septembre 1942, a ordonné au sousigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation scolaire de Villeroiy, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle publique de la municipalité de Villeroiy, comté de Lotbinière, à ONZE heures de l'avant-midi, MARDI, le TREIZIÈME jour d'OCTOBRE 1942.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes scolaires consolidées et toutes les taxes scolaires non consolidées, à l'exception de celles imposées pour l'exercice 1942-43, auront été payées avant le moment de la vente.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 14th September, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, ch. 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the School Corporation of Villeroiy, with interests and costs, and that consequently, the said immovables shall be sold by public auction in the public hall of the Municipality of Villeroiy, county of Lotbinière, at ELEVEN o'clock in the forenoon, TUESDAY, the THIRTEENTH day of OCTOBER, 1942.

However there shall be excluded from the sale, the immovables whereon all instalments due for consolidated taxes and all non-consolidated school taxes, with the exception of those imposed for the year 1942-43, shall have been paid before the sale.

N°	Noms	Lot	Rang	Cadastre 723
No.	Names	Lot	Range	Cadastre 723
1	Alphonse Mailhot	3.	XII.	311
2	Odilon Tessier	23.	XII.	291
3	Alfred Paillé	28.	XII.	286
4	Auguste Thiboutot	41.	XII.	273
5	Alfred Beaudet	45.	XII.	269
6	Edmond Prince	46.	XII.	268
7	Aleide Mailhot	4.	XIII.	317
8	Alfred Giasson	24.	XIII.	337
9	Aurélius Lemay	27.	XIII.	340
10	H. M. Deschamps	52.	XIII.	365
11	Mme-Mrs Eug. Roux	55.	XIII.	368
12	Emile Lemay	56.	XIII.	369
13	Adéard Champagne	8.	XV.	437
14	Arcade Bédard	23.	XV.	452
15	Louis Séguin, fils-Jr.	28-29.	XV.	457-458
16	Henri Chauvette	7.	XVI.	537
17	Adéard Boivin	15.	XVII.	560
18	Jos. Belleau	18.	XVII.	563
19	Grégoire Gendron	30.	XVII.	575
20	Paul Emile Gendron	32.	XVII.	577
21	Charles Blanchette	6.	XVII.	551
22	Ludger Thériault	17.	XVII.	562
23	Alphège Pitt	41.	XVII.	586
24	Armand Pitt	42.	XVII.	587
25	J. S. Côté	24.	XIX.	685
26	Gérard P. Bédard	43.	XIX.	704

Les immeubles désignés du N° 1 à 26 sont avec bâtisses et détenus sous billets de location.

The immovables described from No. 1 to 26 are with buildings and held under location tickets.

27	Raymond Bergeron	47.	XIII.	360
28	Eugène Roux	54.	XIII.	367
29	Adéard Boivin	16.	XVII.	561

Les immeubles désignés aux Nos 27, 28 et 29 sont détenus sous billets de location.

The immovables described as Nos. 27, 28 and 29 are held under location tickets.

30	Alfred Paillé	29.	XII.	285
31	Joffre Roberge	35.	XIII.	348

Les immeubles désignés aux Nos 30, 31 sont avec bâtisses.

The immovables described as Nos. 30, 31 are with buildings.

32	Joseph Labarre	15.	XV.	413
33	Josué Lefebvre	Emplacements 47 à 53.	A.	Cadastre N° 719-23, loués par bail.—rented on lease

34	Jos. Caron	24.	B.	Du-of cadastre N° 719-24, avec bâtisses,—with buildings, loué par bail—rented on lease
----	------------	-----	----	--

Les immeubles ci-haut mentionnés sont tous du cadastre de la paroisse de St-Jean-Deschailions, comté de Lotbinière.

The above described immovables are all of the cadastre of the parish of St-Jean-Deschailions, County of Lotbinière.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Villeroy, ce quatorzième jour de septembre 1942.

Le secrétaire-trésorier,

2032-38-2-o

G.-H. LAFOND.

Province de Québec.—District de Montréal.

CITÉ D'OUTREMONT

AVIS

Vente de Propriétés pour Taxes

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier et trésorier de la Cité d'Outremont, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville, N° 543 Chemin Ste-Catherine, dans ladite Cité le SEIZE (16) NOVEMBRE, mil neuf cent quarante-deux (1942) à ONZE heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

The purchase price of the said immovables shall be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subjected to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Villeroy, this fourteenth day of September, 1942.

G. H. LAFOND,

2032-38-2

Secretary-Treasurer.

Province of Quebec.—District of Montreal.

CITY OF OUTREMONT

NOTICE

Sale of Properties for Taxes

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk and Treasurer of the City of Outremont, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the City Hall, No. 543 St. Catherine Road, in the said City, on the SIXTEENTH (16th) day of NOVEMBER, nineteen hundred and forty-two (1942) at ELEVEN of the clock in the forenoon to satisfy the payment of the municipal and school taxes, with accrued interest and costs incurred thereon unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

<i>Propriétaires de bien-fonds</i>	<i>N° du cadastre et subdivision</i>
ASCONI CONSTRUCTION CO. LTD.—Lot numéro 36-188 de la Paroisse de Montréal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-159 de la Paroisse de Montréal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-160 de la Paroisse de Montréal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-161 de la Paroisse de Montréal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-163 de la Paroisse de Montréal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-164 de la Paroisse de Montréal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-165 de la Paroisse de Montréal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-166 de la Paroisse de Montréal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-167 de la Paroisse de Montréal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-168 de la Paroisse de Montréal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-169 de la Paroisse de Montréal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-176 de la Paroisse de Montréal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-177 de la Paroisse de Montréal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-178 de la Paroisse de Montréal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Un lopin de terre composé:—	
Du lot numéro 39-179 de la Paroisse de Montréal joint avec le lot numéro 39-180 de la Paroisse de Montréal.	

Joint avec la partie nord-ouest du lot numéro cent quatre-vingt-un de la subdivision du lot originaire numéro trente-neuf (39-181pt.n.o.) de la Paroisse de Montréal, de forme irrégulière, mesurant soixante-six pieds (66') dans la ligne nord-ouest, vingt pieds (20') dans la ligne sud-

<i>Names of Owners of Immovables</i>	<i>Cadastre and Subdivision</i>
ASCONI CONSTRUCTION CO. LTD.—Lot number 36-188 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-159 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-160 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-161 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-163 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-164 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-165 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-166 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-167 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-168 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-169 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-176 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-177 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-178 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—A piece of land composed of:—	
Lot number 39-179 of the Parish of Montreal joint with lot number 39-180 of the Parish of Montreal.	

Joint with the north-west part of lot number one hundred and eighty-one of subdivision of cadastral lot number thirty-nine (39-181n.w.pt.) of the Parish of Montreal, of irregular shape, measuring sixty-six feet (66') in the north-west line, twenty feet (20') in the south-west line,

Propriétaires de bien-fonds	N° du cadastre et subdivision	Names of Owners of Immovables	Cadastre and Subdivision
ouest, soixante-douze pieds et cinq dixièmes de pied (72.5') dans la ligne nord-est et environ quatre-vingt-cinq pieds (85') dans la ligne sud, contenant en superficie 2967 pieds carrés mesure anglaise, plus ou moins; borné au nord-ouest par la partie du lot numéro 39-205 ci-après décrite, au nord-est partie par le lot numéro 39-180 et partie par le lot numéro 39-179, au sud-ouest par la partie du lot numéro 39-192 ci-après décrite et au sud par l'avenue Nord.		seventy-two feet and five tenths of a foot (72.5') in the north-east line and about eighty-five feet (85') in the south line, having an area of 2967 square feet English measure more or less; bounded to the north-west by the part of lot number 39-205 hereafter described, to the north-east, partly by lot number 39-180 and partly by lot number 39-179, to the south-west by the part of lot number 39-192 hereafter described and to the south by North Avenue.	
Joint avec la partie nord du lot numéro cent quatre-vingt-douze de la subdivision du lot originaire numéro trente-neuf (39-192pt.n.) de la Paroisse de Montréal, de forme irrégulière, mesurant trente-deux pieds (32') dans la ligne nord-ouest et vingt pieds (20') dans la ligne nord-est et contenant une superficie de 320 pieds carrés mesure anglaise plus ou moins, bornée au nord-ouest par la partie du lot numéro 39-205 ci-après décrite, au nord-est par la partie du lot numéro 39-181 ci-dessus décrite et au sud par l'avenue Nord.		Joint with the north part of lot number one hundred and ninety-two of subdivision of cadastral lot number thirty-nine (39-192n.pt.) of the Parish of Montreal, of irregular shape, measuring thirty-two feet (32') in the north-west line and twenty feet (20') in the north-east line and having an area of 320 square feet English measure more or less, bounded to the north-west by the part of lot number 39-205 hereafter described, to the north-east by the part of lot number 39-181 above described and to the south by North Avenue.	
BATES REALTIES LIMITED.—Un lopin de terre composé:— De la partie nord-est du lot numéro deux cent cinq, de la subdivision du lot originaire numéro trente-neuf (39-205pt.n.e.) de la Paroisse de Montréal, mesurant environ quatre cent quatre-vingt-quinze pieds (495') dans la ligne nord-ouest, trois cent vingt-cinq (325') dans la ligne sud-est et soixante-six pieds (66') dans la ligne nord-est, et contenant une superficie de 26,137 pieds carrés, mesure anglaise plus ou moins, bornée au nord-ouest par le lot numéro 39-228, au nord-est par l'avenue Rockland et au sud-est par les lots numéros 39-169 et 39-180, par les parties des lots numéros 39-181 et 39-192 ci-dessus décrites et au sud par l'avenue Nord.		BATES REALTIES LIMITED.—A piece of land composed of:— The north-east part of lot number two hundred and five of subdivision of cadastral lot number thirty-nine (39-205n.e.pt.) of the Parish of Montreal, measuring about four hundred and ninety-five feet (495') in the north-west line, three hundred and twenty-five feet (325') in the south-east line and sixty-six feet (66') in the north-east line, and having an area of 26,137 square feet, English measure more or less, bounded to the north-west by lot number 39-228, to the north-east by Rockland Avenue and to the south-east by lots numbers 39-169 and 39-180, by the parts of lots numbers 39-181 and 39-192 above described and to the south by North Avenue.	
Joint avec le lot numéro 39-228 de la Paroisse de Montréal.		Joint with lot number 39-228 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-212 de la Paroisse de Montréal.		BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-212 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-213 de la Paroisse de Montréal.		BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-213 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Lot numéro 39-214 de la Paroisse de Montréal.		BATES REALTIES LIMITED.—Lot number 39-214 of the Parish of Montreal.	
BATES REALTIES LIMITED.—Un emplacement ayant front sur l'avenue Wilder composé:— Du lot numéro 39-211 de la Paroisse de Montréal joint avec,— Une lisière de terrain étant la partie nord-ouest du lot numéro cent quatre-vingt-sept de la subdivision du lot originaire numéro trente-neuf (39-187pt.n.o.) de la Paroisse de Montréal, mesurant quatre pieds (4') de largeur par cent quatre pieds (104') de profondeur, bornée en front au nord-est par l'avenue Wilder, en arrière au sud-ouest par le lot numéro 39-198, d'un côté au sud-est par le résidu dudit lot numéro 39-187 et de l'autre côté au nord-ouest par le lot numéro 39-211 avec et sujet au droit de passage pour les piétons, les véhicules et les animaux en tout temps dans un passage mesurant cent quatre pieds (104') de profondeur par douze pieds (12') de largeur, pris moitié sur la partie nord-ouest du résidu dudit lot numéro 39-187 et moitié sur la dite partie nord-ouest dudit lot numéro 39-187 ci-haut décrite et sur la partie sud-est dudit lot numéro 39-211; et sujet au droit d'avoir vue et ouvertures sur ledit passage en commun.		BATES REALTIES LIMITED.—An emplacement fronting on Wilder Avenue, composed of:— Lot number 39-211 of the Parish of Montreal, joint with A strip of land being the north-west part of lot number one hundred and eighty-seven of subdivision of cadastral lot number thirty-nine (39-187n.w.pt.) of the Parish of Montreal, measuring four feet (4') in width by one hundred and four feet (104') in depth, bounded in front to the north-east by Wilder Avenue, in rear to the south-west by lot number 39-198, on one side to the south-east by the residue of said lot number 39-187 and on the other side to the north-west by lot number 39-211 with and subject to a right of passage for pedestrians, vehicles and animals at all times in a passage measuring one hundred and four feet (104') in depth by twelve feet (12') in width, taken half on the north-west part of the residue of said lot number 39-187 and half on the said north-west part of said lot number 39-187 above described and on the south-east part of said lot number 39-211, and subject to the right of view and openings on the said passage in common.	

<i>Propriétaires de bien-fonds</i>	<i>N° du cadastre et subdivision</i>	<i>Names of Owners of Immovables</i>	<i>Cadastre and Subdivision</i>
BETHUNE, WM. JOHN; BETHUNE, FRANCES CATHERINE, épouse de GRIFFITHS, GEO. A. et MORRISON, SARAH ANN, veuve de BETHUNE, D. A.—Lot numéro 27-24 de la Paroisse de Montréal.		BETHUNE, WM. JOHN; BETHUNE, FRANCES CATHERINE, wife of GRIFFITHS, GEO. A. and MORRISON, SARAH ANN, widow of BETHUNE, D. A.—Lot number 27-24 of the Parish of Montreal.	
BETHUNE, WM. JOHN; BETHUNE, FRANCES CATHERINE, épouse de GRIFFITHS, GEO. A. et MORRISON, SARAH ANN, veuve de BETHUNE, D. A.—Lot numéro 27-25 de la Paroisse de Montréal.		BETHUNE, WM. JOHN; BETHUNE, FRANCES CATHERINE, wife of GRIFFITHS, GEO. A. and MORRISON, SARAH ANN, widow of BETHUNE, D. A.—Lot number 27-25 of the Parish of Montreal.	
BRAULT, M. H.—Lot numéro 32-3-27-1 de la Paroisse de Montréal avec bâtisse et dépendances dessus érigées portant le numéro civique 5493 avenue Durocher; les murs de la dite bâtisse sont mitoyens de chaque côté.		BRAULT, M. H.—Lot 32-3-27-1 of the Parish of Montreal with building and dependencies thereon erected bearing civic No. 5493 Durocher Avenue; the walls of said building on each side are mitoyen.	
CAYA, MARIUS.—Lot numéro 27-23 de la Paroisse de Montréal.		CAYA, MARIUS.—Lot number 27-23 of the Parish of Montreal.	
DE SERRES, Succ. G.—Lot numéro 41-16-1 de la Paroisse de Montréal.		DE SERRES, Est. G.—Lot number 41-16-1 of the Parish of Montreal.	
JALBERT, Madame J. W.—Un emplacement ayant front sur le Chemin de la Côte Ste-Catherine composé:—		JALBERT, Mrs. J. W.—An emplacement fronting on Cote St. Catherine Road composed as follows:	
1° Du lot numéro 27-17-1 de la Paroisse de Montréal.		1. Of lot number 27-17-1 of the Parish of Montreal.	
2° De la partie sud-ouest du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro dix-sept, de la subdivision du lot originaire numéro vingt-sept (27-17-2 pt. s.o.) de la Paroisse de Montréal, mesurant deux pieds (2') de largeur par quarante-six pieds (46') de profondeur dans la ligne sud-ouest, bornée en front au nord-ouest par l'avenue Maplewood, en arrière au sud-est par le lot numéro 27-17-1 ci-dessus mentionné, d'un côté au nord-est par le résidu dudit lot numéro 27-17-2 et de l'autre côté au sud-ouest par la partie du lot numéro 27-16-1 ci-après décrite.		2. Of the south-west part of lot number two, of subdivision of lot number seventeen, of subdivision of cadastral lot number twenty-seven (27-17-2s. w.pt.) of the Parish of Montreal, measuring two feet (2') in width by forty-six feet (46') in depth in the south-west line, bounded in front to the north-west by Maplewood Avenue, in rear to the south-east by lot number 27-17-1 above mentioned, on one side to the north-east by the residue of said lot number 27-17-2 and on the other side to the south-west by part of lot number 27-16-1 hereafter described.	
3° De la partie nord-est du lot numéro un, de la subdivision du lot numéro 16, de la subdivision du lot originaire numéro vingt-sept (27-16-1pt. n.e.) de la Paroisse de Montréal, mesurant dix pieds (10') de largeur par cent seize pieds (116') de profondeur dans la ligne nord-est, bornée en front au nord-ouest par l'avenue Maplewood, en arrière au sud-est par une partie du lot numéro 28, d'un côté au nord-est par la partie du lot numéro 27-17-2 ci-dessus décrite et par le lot numéro 27-17-1 ci-dessus mentionné, et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot numéro 27-16-1.		3. Of the north-east part of lot number one, of subdivision of lot number sixteen, of subdivision of cadastral lot number twenty-seven (27-16-1n.e.pt.) of the Parish of Montreal, measuring ten feet (10') in width by one hundred and sixteen feet (116') in depth in the north-east line, bounded in front to the north-west by Maplewood Avenue, in rear to the south-east by part of lot number 28, on one side to the north-east by the part of lot number 27-17-2 above described and by lot number 27-17-1 above mentioned, and on the other side to the south-west by the residue of said lot number 27-16-1.	
Le tout sujet à un droit de vue sur la partie dudit lot numéro 27-17-2 ci-dessus décrite et la partie 27-16-1 ci-dessus décrite y adjacente, en faveur du résidu dudit lot numéro 27-17-2 et aussi sujet à la charge pour le propriétaire dudit emplacement de ne pas obstruer et d'entretenir convenablement à perpétuité, à ses frais et dépens, la dite partie sud-ouest dudit lot numéro 27-17-2 et de la partie y adjacente du lot numéro 27-16-1 ci-dessus décrite avec bâtisse et dépendances dessus érigées portant le numéro civique 96 Chemin Ste-Catherine.		The whole subject to a right of view on part of said lot number 27-17-2 above described and on the adjoining part of lot number 27-16-1 above described, in favor of the residue of said lot number 27-17-2 and also subject for the proprietor of said emplacement to maintain, at his own expense, in perpetuity, vacant and in good order the said south-west part of lot number 27-17-2 and the adjoining part of lot number 27-16-1 above described with building and dependencies thereon erected bearing civic number 96 St. Catherine Road.	
LAMARCHE, Révérend J.-A. et HURTEAU, Révérend Z.-N.—Un lopin de terre ayant front sur le Chemin de la Côte Ste-Catherine étant une partie non subdivisée du lot originaire numéro vingt-huit (28pt.) de forme irrégulière, mesurant quarante pieds (40') de largeur en front sur le Chemin de la Côte Ste-Catherine et cent pieds et six pouces (100' 6") de largeur en arrière, par une profondeur dans la ligne nord-ouest de cent soixante-six pieds et un pouce (166' 1") et dans sa limite laté-		LAMARCHE, Reverend J. A. and HURTEAU, Reverend Z. N.—A piece of land fronting on Cote St. Catherine Road being an unsubdivided part of cadastral lot number twenty-eight (28pt.) of irregular shape, measuring forty feet (40') in width in front on Cote St. Catherine Road and one hundred feet and six inches (100' 6") in width in rear, by a depth in the north west line of one hundred and sixty-six feet and one inch (166' 1") and in its north-east lateral limit eighty-	

Propriétaires de bien-fonds	N° du cadastre et subdivision	Names of Owners of Immovables	Cadastre and Subdivision
rale nord-est de quatre-vingt-sept pieds et huit dixièmes de pied (87.8') direction sud, et de là, à compter d'icelle dans une direction sud-est une distance de trente-quatre pieds (34') continuant dans une direction sud-est sur une distance de douze pieds et cinq dixièmes de pied (12.5') jusqu'à un point marqué dans la limite latérale sud-est ayant la largeur dudit lot comme dimension, c'est-à-dire, cent pieds et six pouces (100' 6''), et à partir de ce point dans une direction parallèle à la dite limite latérale nord-ouest jusqu'à l'autre limite dudit lot formant un angle droit avec sadite limite sud-ouest à une distance de cent soixante-six pieds et un pouce (166' 1'') dudit Chemin de la Côte Ste-Catherine, formant une superficie totale de 11,486 pieds carrés, bornée en front par le Chemin de la Côte Ste-Catherine, en arrière au sud-ouest par les lots numéros 28-15 et 28-16, d'un côté au nord-ouest par les lots numéros 27-17-1 et 27-16-1 et de l'autre côté au sud-est par les lots numéros 28-5, 28-3 et 28-2.		seven feet and eight tenths of a foot (87.8') in a southerly direction, thence in a south-easterly direction a distance of thirty-four feet (34') continuing in a south-easterly direction on a distance of twelve feet and five tenths of a foot (12.5') to a point marked in the south-east lateral limit, having the width of said lot as dimension, that is to say, one hundred feet and six inches (100' 6''), and from that point, in a direction parallel to the said north-west lateral limit to the other limit of said lot forming a right angle with its said south-west limit at a distance of one hundred and sixty-six feet and one inch (166' 1'') of said Cote St. Catherine Road, forming a total area of 11,486 square feet, bounded in front by Cote St. Catherine Road, in rear to the south-west by lots numbers 28-15 and 28-16, on one side to the north-west by lots numbers 27-17-1 and 27-16-1 and on the other side to the south-east by lots numbers 28-5, 28-3 and 28-2.	
WAKEFIELD, MARTHA JANE, veuve de LAMB, McDUFF.—Lot numéro 39-142 de la Paroisse de Montréal.		WAKEFIELD, MARTHA JANE, widow of LAMB, McDUFF.—Lot number 39-142 of the Parish of Montreal.	
MAURICE, AURÈLE.—Lot numéro 39-130 de la Paroisse de Montréal.		MAURICE, AURÈLE.—Lot number 39-130 of the Parish of Montreal.	
MAURICE, AURÈLE.—Lot numéro 39-131 de la Paroisse de Montréal.		MAURICE, AURÈLE.—Lot number 39-131 of the Parish of Montreal.	
DESFORGES, JULIA, épouse de MICHAUD, J.-ARTHUR.—Lot numéro 36-189 de la Paroisse de Montréal.		DESFORGES, JULIA, wife of MICHAUD, J. ARTHUR.—Lot number 36-189 of the Parish of Montreal.	
DESFORGES, JULIA, épouse de MICHAUD, J.-ARTHUR.—Lot numéro 38-143 de la Paroisse de Montréal.		DESFORGES, JULIA, wife of MICHAUD, J. ARTHUR.—Lot number 38-143 of the Parish of Montreal.	
MORGAN, GORDON P.—Un emplacement ayant front sur l'Avenue Laurier étant la partie sud-est de la resubdivision numéro quatre-vingt-trois de la subdivision numéro un du lot originaire numéro trente-deux (32-1-83 pt. s.e.) de la Paroisse de Montréal mesurant vingt-cinq pieds (25') de largeur par quatre-vingt-six pieds (86') de profondeur, borné en front au sud-est par l'Avenue Laurier, en arrière au nord-ouest par le résidu dudit lot N° 32-1-83 étant une ruelle publique; d'un côté au nord-est par une ruelle publique étant le lot numéro 32-1-98 et de l'autre côté au sud-ouest par la partie sud-est du lot numéro 32-1-82, avec bâtisse et dépendance dessus érigées portant les numéros civiques 1025 et 1027 Avenue Laurier.		MORGAN, GORDON P.—An emplacement fronting on Laurier Avenue being the south-east part of resubdivision eighty-three of subdivision one of cadastral lot thirty-two (32-1-83 s.e.pt.) of the Parish of Montreal measuring twenty-five feet (25') in width by eighty-six feet (86') in depth bounded in front to the south-east by Laurier Avenue, in rear to the north-west by the residue of said lot 32-1-83 being a public lane; on one side to the north-east by a public lane being lot 32-1-98 and on the other side to the south-west by the south-east part of lot 32-1-82, with buildings and dependencies thereon erected bearing civic Numbers 1025-1027 Laurier Avenue.	
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes pour les années 1935, 1936 et 1937 instituée le 1er septembre 1938 en vertu des Statuts 1 Geo. VI, chapitre 57 tel qu'amendé par 2 Geo. VI, chapitre 91.		Subject to the privileged claim of the Consolidation of Arrears of Taxes for the years 1935, 1936 and 1937 established on the 1st September 1938 in virtue of the Statute 1 Geo. VI, Chapter 57 as amended by 2 Geo. VI, Chapter 91.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Un emplacement ayant front sur l'avenue Outremont étant la partie nord-ouest du lot numéro cinq-cent-trente de la subdivision du lot originaire numéro trente-cinq (35-530pt.n.o.) de la Paroisse de Montréal, mesurant vingt pieds (20') de largeur par cent pieds (100') de profondeur, borné en front au nord-est par l'avenue Outremont, en arrière au sud-ouest par le lot numéro 36-51-19, d'un côté au nord-ouest par le lot numéro 35-531 et de l'autre côté au sud-est par le résidu dudit lot numéro 35-530 formant maintenant partie d'une ruelle publique.		NATIONAL TRUST COMPANY.—An emplacement fronting on Outremont Avenue being the north-west part of lot number five hundred and thirty of subdivision of cadastral lot number thirty-five (35-530n.w.pt.) of the Parish of Montreal, measuring twenty feet (20') in width by one hundred feet (100') in depth, bounded in front to the north-east by Outremont Avenue, in rear to the south-west by lot number 36-51-19, on one side to the north-west by lot number 35-531 and on the other side to the south-east by the residue of said lot number 35-530 being part of a public lane.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot numéro 35-531 de la Paroisse de Montréal.		NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot number 35-531 of the Parish of Montreal.	

<i>Propriétaires de bien-fonds</i>	<i>N° du cadastre et subdivision</i>	<i>Names of Owners of Immovables</i>	<i>Cadastre and Subdivision</i>
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	numéro	NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	number
35-532 de la Paroisse de Montréal.		35-532 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	numéro	NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	number
35-533 de la Paroisse de Montréal.		35-533 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	numéro	NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	number
36-51-11 de la Paroisse de Montréal.		36-51-11 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	numéro	NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	number
36-51-12 de la Paroisse de Montréal.		36-51-12 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	numéro	NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	number
36-51-13 de la Paroisse de Montréal.		36-51-13 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	numéro	NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	number
36-51-14 de la Paroisse de Montréal.		36-51-14 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	numéro	NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	number
36-51-15 de la Paroisse de Montréal.		36-51-15 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	numéro	NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	number
36-51-16 de la Paroisse de Montréal.		36-51-16 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	numéro	NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	number
36-51-17 de la Paroisse de Montréal.		36-51-17 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	numéro	NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	number
36-51-18 de la Paroisse de Montréal.		36-51-18 of the Parish of Montreal.	
NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	numéro	NATIONAL TRUST COMPANY.—Lot	number
36-51-19 de la Paroisse de Montréal.		36-51-19 of the Parish of Montreal.	
PHILLIPS, W. M.—Un emplacement ayant front sur l'avenue Champagneur, mesurant trente et un pieds (31') de largeur par cent cinq pieds (105') de profondeur et composé:—		PHILLIPS, W. M.—An emplacement fronting on Champagneur Avenue, measuring thirty-one feet (31') in width by one hundred and five feet (105') in depth and composed as follows:—	
1° Du lot numéro 35-650-1 de la Paroisse de Montréal.		1. Lot number 35-650-1 of the Parish of Mont- real.	
2° De la partie nord-ouest de la résubdivision deux de la subdivision six-cent-quarante-neuf du lot originaire numéro trente-cinq (35-649- 2pt. n.o.) de la Paroisse de Montréal, mesurant huit pieds (8') de largeur par cent cinq pieds (105') de profondeur, bornée en front au sud- ouest par l'avenue Champagneur, à l'arrière au nord-est par le lot numéro 34A-346, d'un côté au nord-ouest par le lot numéro 35-650-1 ci-dessus mentionné et de l'autre côté au sud-est par le résidu dudit lot numéro 35-649-2.		2. The north-west part of resubdivision two of subdivision six hundred and forty-nine of cadastral lot number thirty-five (35-649-2n.w. pt.) of the Parish of Montreal, measuring eight feet (8') in width by one hundred and five feet (105') in depth, bounded in front to the south- west by Champagneur Avenue, in rear to the north-east by lot number 34A-346, on one side to the north-west by lot number 35-650-1 above mentioned and on the other side to the south- east by the residue of said lot number 35-649-2.	
RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot	numéro 38-	RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot	number 38-
299 de la Paroisse de Montréal.		299 of the Parish of Montreal.	
RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot	numéro 38-300	RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot	number 38-300
de la Paroisse de Montréal.		of the Parish of Montreal.	
RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot	numéro 27-20	RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot	number 27-20
de la Paroisse de Montréal.		of the Parish of Montreal.	
RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot	numéro 27-21	RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot	number 27-21
de la Paroisse de Montréal.		of the Parish of Montreal.	
RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot	numéro 27-22	RODIER, CHARLEMAGNE.—Lot	number 27-22
de la Paroisse de Montréal.		of the Parish of Montreal.	
Les immeubles susdits sont tous décrits aux plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de Montréal, et situés dans la Cité d'Outremont, ils seront vendus sujets à toutes servitudes acti- ves et passives, apparentes ou non-apparentes qui peuvent les affecter.		The above immovables are all described on the official plan and in the book of reference of the Parish of Montreal and situated in the City of Outremont, and are sold subject to all active and passive servitudes apparent or non-apparent affecting the said properties.	
Donné en la Cité d'Outremont, ce seizième (16ième) jour de septembre, mil neuf cent qua- rante-deux (1942).		Given at the City of Outremont, this sixteenth (16th) day of September, nineteen hundred and forty-two (1942).	
Le greffier et trésorier, E. T. SAMPSON.		E. T. SAMPSON, City Clerk and Treasurer.	
2038-38-2-o		2038-38-2-o	

Avis divers

Avis est, par les présentes, donné que, par
arrêté en conseil en date du dix septembre 1942,

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, by Order in Coun-
cil dated September tenth, 1942, the by-laws of

les règlements de la "Haberdashery Manufacturers Guild" ont été approuvés conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276).

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce 15 septembre 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
2060 JEAN BRUCHESI.

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de Jonquière", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le trente et un août 1942.

Le siège social du syndicat sera à Jonquière, Province de Québec.

Le sous-secrétaire de la Province,
2061-o JEAN BRUCHESI.

La formation d'une société, sous le nom de "Association of Employees of the Canadian Car and Foundry Company Ltd., Propeller Division, Montreal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le cinq septembre 1942.

Le siège social du syndicat sera à Montréal, dans le district de Montréal, P.Q.

Le sous-secrétaire de la Province,
2064-o JEAN BRUCHESI.

AVIS DE LA DEMANDE DES PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la loi du régime des eaux courantes, que Monsieur Armand Paradis, industriel de la paroisse de Ste-Sophie, Comté de Mégantic, P. Q., se propose de demander l'autorisation de faire des modifications au quai de son moulin, sur le cours d'eau qui borde cette propriété, la rivière Blanche, vis-à-vis les lots 974 et 975 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Sophie, canton Halifax, comté de Mégantic, P.Q.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction des ouvrages projetés et des terrains qui seront affectés, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

8 Geo. V, c. 68, formule A.

Le requérant,
1946-36-4-o ARMAND PARADIS.

CONSOLIDATED TEXTILES LTD.

Règlement No 25

Qu'il soit décrété que le premier paragraphe du règlement N° 2 de cette compagnie soit abrogé et qu'il y soit substitué le suivant:

Un conseil d'administration de trois directeurs sera élu annuellement parmi les actionnaires

the "Haberdashery Manufacturers Guild" were approved pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, Chapter 276).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 15th of September, 1942.

JEAN BRUCHESI,
2060-o Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de Jonquière", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, was authorized by the Provincial Secretary on the thirty-first of August, 1942.

The principal place of business of the Association will be at Jonquière, Province of Québec.

JEAN BRUCHESI,
2061 Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "Association of Employees of the Canadian Car and Foundry Company Ltd., Propeller Division, Montreal", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, was authorized by the Provincial Secretary the fifth of September, 1942.

The principal place of business of the association will be at Montreal, in the district of Montreal, P.Q.

JEAN BRUCHESI,
2064 Under Secretary of the Province.

NOTICE OF APPLICATION AND DEPOSIT OF PLANS AND SPECIFICATIONS

Notice is hereby given, pursuant to article 7 of the Water-Course Act, that Mr. Armand Paradis, manufacturer, of the Parish of Ste-Sophie, County of Megantic, P.Q., intends to apply for authorization to make certain alterations to the wharf of his mill, on the water-course bordering said property, "la rivière Blanche", opposite lots 974 and 975 on the official cadastre for the Parish of Ste-Sophie, Township of Halifax, County of Megantic, P.Q.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications, showing the site chosen for the construction of the proposed works and the lands which will be affected, has been forwarded to Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Office of the Registration Division of the County of Megantic, at Inverness.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

8 Geo. V, c. 68, form A.

ARMAND PARADIS,
1946-36-4 Petitioner.

CONSOLIDATED TEXTILES LTD.

By-Law No. 25

Be it enacted that the first paragraph of By-Law No. 2 of this company be repealed and that there be substituted therefor the following:

A Board of three directors shall be elected annually from among the shareholders of the

de la compagnie, chacun desquels, durant sa tenue d'office, possèdera en son propre nom au moins une action du capital de la compagnie et n'aura pas d'arrérages relativement à tous appels sur icelles.

2065 Le secrétaire,
S. LAZARUS.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-AUGUSTIN
Comté de Roberval

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 23 mars 1939, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00.

Nos C-10, 17, 24, 53 et 64.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1942, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

2067-o Le secrétaire-trésorier,
OSIAS BRASSARD.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

PAROISSE DE ST-AUGUSTIN
Comté de Roberval

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 17, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00:

Nos C-1, 3, 10, 13, 16, 19, 22, 23, 24, 25, 51, 56, 57, 58, 66, 70, 86, 90, 91, 104, 110, 113, 116, 119, 127, 137, 138, 144, 145, 149, 165, 174 et 175.

Les dites obligations sont remboursables le 1er novembre 1942, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

2068-o Le secrétaire-trésorier,
ÉDOUARD NIQUET.

MIDLOTHIAN INVESTMENT COMPANY

Sommaire du règlement "E"

Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce sauf pour fins de ventilation de ses affaires et qu'elle n'a aucunes dettes ni obligations, il a été décrété que l'actif de la compagnie sera distribué en espèces entre ses actionnaires au prorata du nombre d'actions détenues par eux dans le capital-actions de la compagnie.

Passé à Montréal, le 21 septembre 1942, par les directeurs.

2071 MIDLOTHIAN INVESTMENT COMPANY,
Le secrétaire,
J. A. WELDON.

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU CANTON FARNHAM, PARTIE OUEST.

TIRAGE AU SORT.

Les obligations portant les numéros suivants, émises sous l'autorité du règlement N° 217 de la corporation plus haut mentionnée, ont été désignées par le sort pour être rachetées le 1er novembre prochain.

Dénomination de \$100.00: Nos 20 et 35,

Dénomination de \$500.00: Nos 58 et 63.

2079-o Le secrétaire-trésorier,
OLIVA LAGUE.

Company, each of whom during his tenure of office shall own absolutely in his own right at least one share of the capital stock of the Company and shall not be in arrears in respect of any calls thereon.

2065-o S. LAZARUS,
Secretary.

DRAWING OF BONDS

SCHOOL COMMISSION OF ST-AUGUSTIN
County of Roberval

The following bonds, issued under resolution of March 23rd, 1939, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00.

Nos. C-10, 17, 24, 53 and 64.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1942, from which date they shall cease to bear interest.

2067-o OSIAS BRASSARD,
Secretary-Treasurer.

DRAWING OF BONDS

PARISH OF ST-AUGUSTIN
County of Roberval

The following bonds, issued under By-law No. 17, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00:

Nos. C-1, 3, 10, 13, 16, 19, 22, 23, 24, 25, 51, 56, 57, 58, 66, 70, 86, 90, 91, 104, 110, 113, 116, 119, 127, 137, 138, 144, 145, 149, 165, 174 and 175.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1942, from which date they shall cease to bear interest.

2068-o ÉDOUARD NIQUET,
Secretary-Treasurer.

MIDLOTHIAN INVESTMENT COMPANY

Summary of By-Law "E"

Whereas the Company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs and has no debts or obligations, it was enacted that the assets of the Company shall be distributed in specie among the shareholders of the Company pro rata according to their several holdings in the capital stock of the Company.

Passed at Montreal the 21st September, 1942, by the Directors.

2071-o MIDLOTHIAN INVESTMENT COMPANY,
J. A. WELDON,
Secretary.

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF FARNHAM, WEST PART.

DRAWING BY LOTS.

The bonds bearing the following numbers, issued under authority of By-law No. 217 of the above mentioned corporation, have been designated, by lots, to be redeemed on November 1st next.

Denomination of \$100.: Nos. 20 and 35.

Denomination of \$500.: Nos. 58 and 63.

2079-o OLIVA LAGUE,
Secretary Treasurer.

Avis est, par les présentes, donné que par arrêté en conseil en date du dix septembre 1942, l'autorisation a été accordée à la compagnie "The Wawanese Mutual Insurance Company" à se porter caution en justice conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de garantie, statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 285.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, le vingt-et-un septembre 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
2070 JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated September tenth, 1942, authorization was granted to "The Wawanese Mutual Insurance Company" to become a judicial surety, pursuant to the provisions of the Guarantee Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 285.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twenty-first of September, 1942.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Chartes—Abandon de

"LA TRAITE DES TISSUS INC".

Avis est par les présentes donné que la compagnie susdite demandera la permission d'abandonner sa charte, sous la section 25 de la Loi des compagnies.

Montréal, le 15 septembre 1942.

L'avocat,
2062-0 PHILIPPE FERLAND.

Avis est par les présentes donné que la compagnie Roch Deladurantaye Limitée fera application au Secrétaire Provincial pour l'abandon de sa charte et l'émission d'un certificat de désistement de ses lettres patentes.

Montréal, le 15 septembre 1942.

Le procureur de la requérante,
(signé) L. M. TRUDEAU. 2063-0

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, article 26, S.R.Q., 1941, chapitre 276, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Donchester Mines (Quebec) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt et un août 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente septembre 1942, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le quatre septembre 1942.

P. FRENETTE,
Assistant-procureur général suppléant.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, S.R.Q., 1941, chapitre 276, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Polar Club Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du deux juin 1939.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 septembre 1942, ledit club aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, le 4 septembre 1942.

P. FRENETTE,
Assistant-procureur général suppléant.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, S.R.Q., 1941, chapitre 276, et sujet à la responsabilité décrétée par

Charters—Surrender of

"LA TRAITE DES TISSUS INC".

Notice is hereby given that the aforesaid company will apply for leave to surrender its charter, under section 25 of the Companies' Act.

Montreal, September 15th, 1942.

PHILIPPE FERLAND,
Advocate. 2062

Notice is hereby given that the company "Roch Deladurantaye Limitée" shall apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter and for a certificate of cancellation of its letters patent.

Montreal, September 15, 1942.

(Signed) L. M. TRUDEAU,
Attorney for petitioner. 2063

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, R.S.Q., 1941, Chapter 276, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Donchester Mines (Quebec) Limited, incorporated by letters patent dated the twenty-first day of August, 1937.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of September, 1942, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1942.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, R.S.Q., 1941, Chapter 267, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the "Polar Club Inc.", incorporated by letters patent dated the second day of June, 1939.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of September, 1942, the said club shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1942.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, R.S.Q., 1941, Chapter 276, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney

l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Wearwell Clothes Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 février 1940.

Avis est de plus donné, qu'à compter du 30 septembre 1942, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, le 4 septembre 1942.

P. FRENETTE,

2069 Assistant-procureur général suppléant.

MIDLOTHIAN INVESTMENT COMPANY

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Midlothian Investment Company" s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il plaira aux dits procureur général et ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de fixer.

Daté à Montréal, ce 21ème jour de septembre 1942.

MIDLOTHIAN INVESTMENT COMPANY,

Le secrétaire,
J. A. WELDON.

2072

AVIS

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Montmorency Club Inc." fera application à l'honorable Procureur Général de la province pour que permis lui soit donné d'abandonner sa charte.

Le procureur de la Compagnie,

2073-o (Signé) PAUL HENRI BOUFFARD.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, S.R.Q., 1941, chapitre 276, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Le Cinéma de Granby Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'août 1942, la dite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour d'août 1942.

P. FRENETTE,

Assistant-procureur général suppléant.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, S.R.Q., 1941, chapitre 276, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Scardere and Spino Construction Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de septembre 1942, la dite compagnie aura pris fin.

General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Wearwell Clothes Limited", incorporated by letters patent dated the twelfth day of February, 1940.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of September, 1942, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1942.

P. FRENETTE,

2069-o Acting Deputy Attorney General.

MIDLOTHIAN INVESTMENT COMPANY

Notice is hereby given that Midlothian Investment Company will make application to the Attorney-General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce under the Provisions of the Quebec Companies' Act for acceptance of the surrender of its Charter and the cancellation thereof upon and from a date to be fixed by the said Attorney-General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Dated at Montreal, this 21st day of September, 1942.

MIDLOTHIAN INVESTMENT COMPANY,

J. A. WELDON,
Secretary.

2072-o

NOTICE

Notice is hereby given that the company "Montmorency Club Inc." will apply to the Honourable Attorney General of the Province for leave to surrender its charter.

(Signed) PAUL HENRI BOUFFARD,

2073 Attorney for the Company.

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, Chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Le Cinéma de Granby Limitée", incorporated by letters patent dated the fourteenth day of June, 1934.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August, 1942, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1942.

P. FRENETTE,

Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, Chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Scardere and Spino Construction Company Limited", incorporated by letters patent dated the fifteenth day of March, 1938.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of September, 1942, the said Company shall be dissolved.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de septembre 1942.

P. FRENETTE,

2074-o Assistant-procureur général suppléant.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1942.

P. FRENETTE,

2074 Acting Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction publique

N° 1058-42

Québec, le 22 septembre 1942.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du canton de Grantham, dans le comté de Drummond, en celui de Saint-Jean-Baptiste.

Le surintendant,

VICTOR DORÉ.

2080-39-2-o

Department of Public Instruction

No. 1058-42

Quebec, September 22nd, 1942.

Application is made to change the name of the School Municipality of the Township of Grantham, in the County of Drummond, to that of Saint-Jean-Baptiste.

VICTOR DORÉ,

Superintendent.

2080-39-2

ERRATUM

Dans la *Gazette Officielle de Québec* N° 38 en date du 19 septembre 1942 concernant l'avis de vente de propriétés pour taxes par la Cité d'Outremont trois descriptions doivent se lire comme suit:—

A la page 2625, Bethune, Wm. John; Bethune, Frances Catherine, épouse de Griffiths, Geo. A. et Morrison, Sarah Ann, veuve de Bethune, D. A.—Lot numéro 27-24 de la Paroisse de Montréal.

A la page 2625, Bethune, Wm. John; Bethune, Frances Catherine, épouse de Griffiths, Geo. A. et Morrison, Sarah Ann, veuve de Bethune, D. A.—Lot numéro 27-25 de la Paroisse de Montréal.

A la page 2627, ajouter le numéro 36 du cadastre avant les resubdivisions 11 à 19 de la subdivision 51 des propriétés de "National Trust Company".

36-51-11 à 19.

A la page 2628 dans la description des tenants et aboutissants de la partie n.o. de la resubdivision 2 de la subdivision 649 du lot originaire 35 (35-649-2pt. n.o.) remplacer par cadastre numéro 34a avant la subdivision 346 pour cadastre numéro 35 (en erreur.).

2801-39-2-o

In the *Quebec Official Gazette*, No. 38, dated 19th September 1942 concerning the Notice of Sale of Properties for Taxes by the City of Outremont three descriptions to be read as follows:—

On page 2625, Bethune, Wm. John; Bethune, Frances, wife of Griffiths, Geo. A. and Morrison, Sarah Ann, widow of Bethune, D.A.—Lot number 27-24 of the Parish of Montreal.

On page 2625, Bethune, Wm. John; Bethune, Frances Catherine, wife of Griffiths, Geo. A., and Morrison, Sarah Ann, widow of Bethune, D.A.—Lot number 27-25 of the Parish of Montreal.

On page 2627 add No. 36 of the cadastre before resubdivisions 11 to 19 of the subdivision 51 of the properties of the "National Trust Company".

36-51-11 to 19

On page 2628 in the description of the boundaries and abutments of the N.W. part of resubdivision 2 of subdivision 649 of original lot 35 (35-649-N.W.Pt.2) to be replaced by cadastre No. 34a before subdivision 346 for cadastre No. 35 (in error).

2081-39-2-o

ERRATUM

Examen du Barreau—Bar Examination

BARREAU DE BEDFORD.—BAR OF BEDFORD.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Geoffroy.....	Jean-Paul.....	20	Granby.

Farnham, le 9 septembre 1942.—Farnham, September 9th, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Bedford,

MAURICE ARCHAMBAULT,

Secretary of the Bar of Bedford.

2020-38-2-o

Ministère de l'Agriculture

AVIS

LE SYNDICAT DE ST-AMÉDÉE

Avis est par les présentes donné qu'une société laitière vient de se constituer dans la paroisse de

Department of Agriculture

NOTICE

LE SYNDICAT DE ST-AMÉDÉE

Notice is hereby given that a Dairymen's Association has just been formed in the Parish

St-Amédée de Péribonca, dans le comté de Roberval, sous le nom de "Syndicat de St-Amédée".

Ledit syndicat est formé en corporation en vertu de la Loi concernant les sociétés agricoles et laitières, Statuts refondus de 1941, chapitre 123.

Québec, ce 22 septembre, 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
2084-o ADRIEN MORIN.

of St-Amédée de Péribonca, County of Roberval, under the name of "Syndicat de St-Amédée".

The said Syndicate is incorporated pursuant to the Act respecting Farmers' and Dairymen's Associations, Revised Statutes of 1941, chapter 123.

Quebec, September 22nd, 1942.

ADRIEN MORIN,
2084 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 24 juillet 1942.

MM. Barthélémi Lirette, gardien de club, et Barthélémi Bourassa, industriel, tous deux de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, district de Québec: nommés, avec MM. Pierre-Jean Duplain, déjà nommé par l'arrêté en conseil numéro 1584, du 28 juillet 1933, Emile Denis, Maxime Fortin, Ulric Rochette et Pierre Gingras, déjà nommés par l'arrêté en conseil numéro 870, du 15 avril 1942, commissaires pour tenir la Cour des commissaires de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, district de Québec.

Québec, 25 août 1942.

MM. Roméo Chamberland, ingénieur forestier, de Rouyn: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; J.-Arthur Blanchard, inspecteur, 114, rue Smith, Thetford Mines: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska; Anatole Latour, inspecteur, de Valleyfield: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauharnois; Roland Thériault, employé de la Commission d'assurance-chômage, de Rivière-du-Loup: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska; Omer Pion, secrétaire, du Bureau du greffe de la Paix, Raymond Bleau, paie-maître, 5035 est, rue Ontario, Achille Colletet, rentier, 6826, rue Boyer, Arthur Cardinal, président de la Société Saint-Vincent de Paul, 6363, rue Louis Hébert, T. Creatchman, marchand, 6643, rue Garnier, et Alfred Lagarde, commis, 8128, rue St-Gérard, tous les six de la cité de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Jean-Paul Bilodeau, constable, 814, St-Vallier, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; J.-A. Cyr, inspecteur, 141, Blvd Saraguay A-Ma-Baie, Roméo Richard, inspecteur, 703, rue Jarry, Montréal, L.-A. Mace, surintendant, Département de la Défense Nationale, Ottawa, Moses J. Schwartz, marchand, 5230, rue Clarke, Montréal, Ovide Hubert, inspecteur, Cap-aux-Meules, Îles de la Madeleine, et R. L. McMillan, secrétaire-trésorier, Ville LaSalle: juges de paix avec juridiction dans toute la province de Québec. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Appointments

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by commission, to make the following appointments:

Quebec, July 24th, 1942.

Messrs. Barthélémi Lirette, Club warden, and Barthélémi Bourassa, manufacturer, both of the Parish of Saint-Raymond, County of Portneuf, District of Quebec: appointed, with Messrs Pierre-Jean Duplain, already appointed by Order in Council number 1584, of the 28th of July 1933, Emile Denis, Maxime Fortin, Ulric Rochette and Pierre Gingras, already appointed by Order in Council number 870, of April 15th, 1942, to be Commissioners for the holding of the Commissioners' Court of the Parish of Saint-Raymond, County of Portneuf, District of Quebec.

Quebec, August 26th, 1942.

Messrs. Romeo Chamberland, forestry engineer, of Rouyn: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; J.-Arthur Blanchard, inspector, 114 Smith street, Thetford Mines: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska; Anatole Latour, inspector, of Valleyfield: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Beauharnois; Roland Thériault, employee of the Unemployment Insurance Commission, of Rivière-du-Loup: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska; Omer Pion, secretary of the Office of Clerks of the Peace, Raymond Bleau, paymaster, 5035 Ontario street East, Achille Colletet, annuitant, 6826 Boyer street, Arthur Cardinal, president of the Saint-Vincent de Paul Society, 6363 Louis Hébert street, T. Creatchman, merchant, 6643 Garnier street, and Alfred Lagarde, clerk, 8128 St. Gérard street, all six of the City of Montreal: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Jean-Paul Bilodeau, constable, 814 St-Vallier, Quebec: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Quebec; J. A. Cyr, inspector, 141 Saraguay Blvd., A-Ma-Baie, Romeo Richard, inspector, 703 Jarry street, Montreal, L. A. Mace, superintendent Department of National Defence, Ottawa, Moses J. Schwartz, merchant, 5230 Clarke street, Montreal, Ovide Hubert, inspector, Cap-aux-Meules, Magdalen Islands, and R. L. McMillan, secretary treasurer, Town of LaSalle: to be Justices of the Peace, with jurisdiction throughout the Province of Quebec. The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Québec, 10 septembre 1942.

M. Henry Reid Lunam, employé de The Gillies Bros. Ltd., de Campbell's Bay: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Pontiac, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15). (Cet avis corrige et remplace l'avis de nomination de ce même monsieur, paru le 18 avril 1942, dans le N° 16 de la *Gazette Officielle de Québec*, page 1626, dans le paragraphe des nominations en date du 19 mars 1942, où le nom de M. Henry Reid Lunam a été donné, par erreur, comme étant Henry Reid Linam.)

MM. Pierre Garon, agronome, de Charlesbourg, et Théodore Reynolds, examinateur et assistant-inspecteur en chef du Service d'inspection des appareils sous pression, 6759, rue St-Dominique, Montréal: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15). 2085-o

Quebec, September 10th, 1942.

Mr. Henry Reid Lunam, employee of The Gillies Bros. Ltd., of Campbell's Bay: to be a Justice of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Pontiac, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15). (This notice rectifies and replaces the notice of appointment of this same gentleman, published on April 18th, 1942, in No. 16 of the *Quebec Official Gazette*, page 1626, in the paragraph of Appointments bearing date March 19th, 1942, in which the name of Mr. Henry Reid Lunam, was, by mistake, given as Henry Reid Linam.)

Messrs. Pierre Caron, agronomist, of Charlesbourg, and Theodore Reynolds, examiner and assistant chief inspector, of the Pressure Vessels' Inspection Service, 6759 St. Dominique street, Montreal: to be Justices of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction throughout the Province of Quebec, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15). 2085

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU qu'en vertu
Assistant-procureur } des dispositions des
général. } articles 68 et 78 de la Loi
des tribunaux judiciaires (S.R. 1941, chapitre 15) le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, établir, à Ste-Anne-des-Monts, une cour de circuit désignée sous le nom de "Cour de circuit dans et pour le district électoral de Gaspé-Nord" et fixer la tenue des termes de la dite cour;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice qu'une Cour de circuit soit établie à Ste-Anne-des-Monts.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif et conformément aux dispositions des articles 68 et 78 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R. 1941, chap. 15) Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

a) l'établissement, à Ste-Anne-des-Monts, d'une Cour de circuit, laquelle sera désignée sous le nom de "Cour de circuit dans et pour le district électoral de Gaspé-Nord";

b) la tenue de deux termes de la dite Cour par année lesquels sont fixés au premier jour juridique de mai et au premier jour juridique d'octobre de chaque année.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS under the pro-
Deputy Attorney } visions of sections 68
General. } and 78 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15) the Lieutenant-Governor may, by proclamation, establish, at Ste-Anne-des-Monts, a Circuit Court designated under the name of "Circuit Court in and for the Electoral District of Gaspé-Nord" and fix the holding of the terms of the said Court;

WHEREAS it is in the interest of the good administration of Justice that a Circuit Court be established at Ste-Anne-des-Monts.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council and pursuant to the provisions of sections 68 and 78 of the Courts of Justice Act (R.S. 1941, chap. 15) We have enacted and ordered and, do hereby enact and order:

a) the establishment, at Ste-Anne-des-Monts, of a Circuit Court, which shall be designated under the name of "Circuit Court in and for the Electoral District of Gaspé-Nord";

b) the holding of two terms of the said Court annually which said terms are fixed to the first juridical day of May and the first juridical day of October of each year.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great

le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatorzième jour de septembre en l'année mil neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

2075-0 Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que l'hono-
Assistant-procureur } rable Ministre des terres
général. } et forêts, de la chasse
et de la pêche, de Notre province de Québec a fait
préparer, sous sa direction, conformément aux
dispositions de la Loi du cadastre (Statuts re-
fondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320)
un plan d'une partie du canton de Musquarro,
dans la division d'enregistrement de Saguenay,
et comprenant le rang I et le Bloc A;

ATTENDU qu'un livre de renvoi relatif à ce plan a aussi été préparé conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que tels plan et livre de renvoi officiels dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée font maintenant partie des Archives du bureau du Ministre des terres et forêts, de la chasse et de la pêche;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement du Saguenay, le vingt-quatrième jour du mois d'août mil neuf cent quarante-deux;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 10 septembre 1942 et portant le N° 2321,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'ils appartiennent, lequel est mentionné ci-dessus et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à cette partie du canton de Musquarro désigné ci-dessus, et,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-

Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourteenth day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-two, and the Sixth year of Our Reign.

By command,

2075 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS the Honour-
Deputy Attorney } able Minister of Lands
General. } and Forests, Game and Fish-
eries, of Our Province of Quebec has caused to
be prepared, under his superintendence, pursuant
to the provisions of the Cadastre Act (Revised
Statutes of Quebec; 1941, article 2, chapter 320),
a plan of part of the Township of Musquarro, in
the Registration Division of Saguenay, and in-
cluding Range I and Block A;

WHEREAS a book of reference respecting the said plan above mentioned has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests, Game and Fisheries;

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book of reference was filed in the office of the Registration Division of Saguenay, on the twenty-fourth day of the month of August, nineteen hundred and forty-two;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated the 10th of September, 1942, and bearing No. 2321,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs which is mentioned above, and,

We fix the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, respecting the Part of the Township of Musquarro hereinabove designated, and,

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid,

dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce dix-septième jour de septembre en l'année mil neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
2076-0 JEAN BRUCHESI.

the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewals of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this seventeenth day of September, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-two, and the sixth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Vente—Loi de faillite

LA LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de: Arthur Vennes, mécanicien en tuyauterie, Grand'Mère, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le VINGT-DEUX OCTOBRE 1942, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de la paroisse St-Paul de Grand'Mère, Co. Laviolette, les immeubles suivants, savoir:

1° La subdivision treize du lot original quatre-vingt-cinq (13 de 85) du cadastre hypothécaire fait pour la paroisse de Ste-Flore; avec maison et bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

2° Une lisière de terrain mesurant cinq pieds de largeur sur la profondeur de cent trente-huit pieds, mesure anglaise, faisant partie de la subdivision douze du dit lot original quatre-vingt-cinq (Ptie 12 de 85) du dit cadastre hypothécaire de Ste-Flore, longeant dans toute sa longueur, la subdivision treize susdite; borné en front par la rue Angus; en profondeur par le terrain de H. Dubé; d'un côté par la subdivision treize susdite et d'autre côté par le résidu de la subdivision douze, sans bâtisse.

3° Un droit de passage établi entre le cédant et Napoléon Picard en faveur de l'immeuble sus-décrié (la subdivision 13) suivant acte passé devant le notaire J. H. Desroches, le 27 juin 1928, dont copie est enregistrée au bureau d'enregistrement des Trois-Rivières, sous le N° 100,070.

Les dits immeubles et droit de passage seront vendus en bloc comme une seule et même exploitation.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné en aucun temps.

Sale—Bankruptcy Act

BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

In the matter of: Arthur Vennes, pipe mechanic, Grand'Mère, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY-SECOND of OCTOBER, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there shall be sold by public auction at the parochial church door of the Parish of St-Paul de Grand'Mère, County of Laviolette, the following immovables, to wit:

1. Subdivision thirteen of original lot eighty-five (13 of 85) of the official cadastre made for the Parish of Ste-Flore—with house and buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A strip of land measuring five feet in width by a depth of one hundred and thirty-eight feet, English measure, forming part of subdivision twelve of said original lot eighty-five (Pt. 12 of 85) of said official cadastre of Ste-Flore, adjoining in all its depth, subdivision thirteen aforesaid; bounded in front by Angus street; in depth by the land of H. Dubé; on one side by subdivision thirteen aforesaid and on the other side by the residue of subdivision twelve—without buildings.

3. A right of way established between the Assignor and Napoléon Picard in favour of the above described immovable (subdivision 13) according to deed passed before Notary J. H. Desroches, the 27th June, 1928, a copy whereof is registered in the Registry Office of Trois-Rivières, under No. 100,070.

The said immovables and right of way shall be sold "en bloc" as one and the same lot of land.

The titles and certificates may be seen at the office of the undersigned at any time.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C.P.C. et article 45 de la Loi de Faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le Shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus de renseignements, s'adresser à
Les Trois-Rivières, le 15 septembre 1942.

Le syndic autorisé,
NAPOLÉON ALARIE.

Bureau:

927 rue Ste-Geneviève,
Les Trois-Rivières.

2028-38-2-0

The said sale shall be made in conformity with articles 716-717 C.C.P., and article 45 of the Bankruptcy Act and shall have the same effect as a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further information, apply to

Trois-Rivières, September 15, 1942.

NAPOLÉON ALARIE,
Authorized Trustee.

Office:

927 Ste-Geneviève street,
Trois-Rivières.

2028-38-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris.
Cour Supérieure.—District de Bedford.

Canada, }
Province de Québec. } **RÉVÉREND JAMES**
N° 1175 } **BANCROFT, De-**
mandeur; vs **LES HÉ-**
RITIERS DE FEU CHARLES C. ROGERS
ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant auxdits défendeurs.

Cette certaine étendue de terre sise et située dans le village de Knowlton, district de Bedford, connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Brôme, comme étant le lot de terre numéro onze cent quatre-vingt-quatre (1184), comprenant quatre cent treize millièmes d'un acre de terre en superficie, plus ou moins, avec toutes les bâtisses et les améliorations dessus érigées et faites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Edouard de Knowlton, dans le village de Knowlton, dit district, le VINGT-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1942, à DIX heures du matin, heure avancée.

Le shérif,

Bureau du shérif, A. ST-MARTIN.
Sweetsburg, Qué., le 24 septembre 1942.

2078—39-2

[Première publication, 26 septembre 1942]

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure.—District de Gaspé

Percé, à savoir: }
N° 2495 } **MARIE DRISCOLL** de la
municipalité de Percé,
district de Gaspé, veuve de feu Alfred Arbour,
demanderesse; vs **LINDSAY E. ROBINSON**,
M.D., de Brattleboro, État de Vermont, É.U.A.,
défendeur.

1. Une certaine étendue de terre située à l'Île Bonaventure, dans le comté de Gaspé, étant une partie du lot numéro un (1) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite Île, et mesurant deux acres en largeur par la profondeur de la côte à la côte, bornée au nord en partie par Alfred Arbour et en partie par Mademoiselle Marianna Boyd et Mademoiselle Christiana Anderson, au sud par ledit Alfred Arbour, et à l'est et à l'ouest par les eaux du golfe St-Laurent, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. Avec ensembles un droit de passage sur une autre partie dudit lot officiel numéro un, un accès à la grève et le privilège du bain sur icelle et la construction et l'entretien d'une cabine de bain et en

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris.
Superior Court.—District of Bedford.

Canada, }
Province of Québec. } **REVEREND JAMES**
No. 1175 } **BANCROFT, plain-**
tiff; vs **THE HEIRS OF**
THE LATE CHARLES C. ROGERS ET AL.,
defendants.

As belonging to the said defendants.

That certain piece of land situate and lying in the Village of Knowlton, District of Bedford, known upon the official cadastral plan and in the book of reference of the Township of Brome, as the lot of land number eleven hundred and eighty-four (1184), containing four hundred and thirteen thousandths of an acre of land in superficies, more or less, with all the buildings and the improvements thereon erected and made.

To be sold at the parochial church door of the Parish of St. Edouard de Knowlton, in the Village of Knowlton, said District, the TWENTY EIGHT day of OCTOBER, 1942, at TEN of the clock in the forenoon, daylight saving time.

A. ST. MARTIN,

Sheriff's Office,
Sweetsburg, September 24th, 1942.

2078—39-2-0

[First publication, September 26th, 1942]

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court.—District of Gaspé

Percé, to wit: }
No. 2495 } **MARIE DRISCOLL** of the
Municipality of Percé, in
the District of Gaspé, Widow of the late Alfred
Arbour, plaintiff; vs **LINDSAY E. ROBINSON**,
M.D., of Brattleboro, in the State of Vermont,
U.S.A., defendant.

1. A certain tract of land situate at Bonaventure Island in the County of Gaspé, being a portion of lot Number One (1) on the official Plan and Book of Reference for the said Island, and measuring two acres in width by the depth from coast to coast, bounded to the North partly by Alfred Arbour and partly by Miss Marianna Boyd and Miss Christiana Anderson, to the South by the said Alfred Arbour, and to the East and West by the waters of the Gulf of St. Lawrence, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies. Together with a right of way over another portion of the said official number One, access to the beach and the privilege of bathing thereon and erecting and

plus le droit d'échouer et de garder un bateau sur ladite grève pour la commodité du propriétaire, ses héritiers, successeurs et ayants cause. Sujets cependant aux réserves établies en faveur de mesdemoiselles Christiana Anderson et Marianna Boyd, leurs héritiers, successeurs et ayants cause, mentionnées dans deux actes de transport par Alfred Arbour aux dites Christiana Anderson et Marianna Boyd exécutés à Percé, le dix-septième jour de septembre 1934 et dûment enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, au registre B. Vol. 39, sous les numéros 11033 et 11034 respectivement et consistant pour les dites Christiana Anderson et Marianna Boyd en un droit de passage sur ladite partie de terrain ci-dessus désignée et du droit de prendre l'eau dans toute source sur icelle.

2. Une certaine étendue de terre située à l'Ile Bonaventure, dans le comté de Gaspé, étant une partie du lot numéro un (1) aux plan et livre de renvoi officiels pour ladite Ile, étant l'extrémité la plus au nord dudit lot numéro un, bornée au nord, à l'est et à l'ouest par les eaux du golfe St-Laurent et au sud en partie par l'étendue de terre désignée dans le paragraphe précédent et en partie par ces certaines étendues de terre formant partie dudit lot un et appartenant à Christiana Anderson et à Marianna Boyd respectivement, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

3. Une certaine étendue de terre située à l'Ile Bonaventure, dans le comté de Gaspé, étant cette partie du lot numéro un (1) aux plan et livre de renvoi officiels pour ladite Ile, laquelle se trouve entre la propriété de Lindsay E. Robinson dans ledit lot un et la propriété de Arthur Mauger dans le même lot, bornée au nord par la propriété de Lindsay E. Robinson, au sud par la propriété de Arthur Mauger, et à l'est et à l'ouest par les eaux du golfe St-Laurent, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendues au bureau du shérif, palais de justice, Percé, comté de Gaspé, le VINGT-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1942, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Percé le 21 septembre 1942. [Première publication, le 26 septembre 1942]

Le shérif, M. J. FURLONG.

maintaining a bathing cabin, and further the right to beach and keep a boat on said beach, for the convenience of the owner, his heirs, successors and assigns. Subject however to the reservations established in favor of Miss Christiana Anderson and Miss Marianna Boyd, their heirs, successors, and assigns, mentioned in two deeds of conveyance by Alfred Arbour to the said Christiana Anderson and Marianna Boyd executed at Percé, on the seventeenth day of September, 1934, and duly recorded in the Office of the Registration Division of Gaspé, in Register B. Vol. 39, under Nos. 11033 and 11034 respectively, and consisting for the said Christiana Anderson and Marianna Boyd of a right of way over the said section of land hereinabove designated and of the right to take water from any spring thereon.

2. A certain tract of land situate at Bonaventure Island in the County of Gaspé, being a portion of lot number One (1) on the official Plan and Book of Reference for the said Island, being the Northern most extremity of the said lot One, bounded to the North, East and West by the waters of the Gulf of St. Lawrence, and to the South partly by the tract of land designated in the above paragraph, and partly by those certain tracts of land forming part of said lot One and belonging to Christiana Anderson and Marianna Boyd respectively, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

3. A certain tract of land situate at Bonaventure Island in the County of Gaspé, being that portion of lot number One (1) on the official Plan and Book of Reference for the said Island, which lies between the property of Lindsay E. Robinson in said lot one and the property of Arthur Mauger in the same lot, bounded to the North by Lindsay E. Robinson, to the South by the property of Arthur Mauger, and to the East and West by the waters of the Gulf of St. Lawrence, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's office, Court House, Percé, County of Gaspé, on the TWENTY-EIGHTH day of OCTOBER 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Percé, Sept. 21st, 1942. [First publication, September 26th, 1942]

M. J. FURLONG, Sheriff.

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris.

La Cité de St-Jean.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: { L A CITE DE SAINT-
N° 105. JEAN, corps politique et incorporé ayant son siège d'affaires dans la Cité de Saint-Jean, district d'Iberville, demanderesse; vs MADAME L.-P. JODOUIN, de la ville de Longueuil, district de Montréal, saisie.

Un emplacement situé en la cité de Saint-Jean, P.Q., de la contenance de cinquante-cinq pieds par cent quarante-quatre pieds, faisant partie du lot numéro cinq cent quarante-deux du cadastre officiel de la ville de Saint-Jean, P.Q., et borné à l'est par la rue Mercier, au sud par la rue Gouin, à l'ouest par le lot numéro 543 et au nord par le résidu dudit lot numéro 542, avec les bâtisses y érigées.

Cet emplacement étant vendu pour taxes est sujet à retrait avant l'expiration des délais légaux.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Saint-Jean, le SIXIÈME

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris.

La Cité de Saint-Jean.—District of Iberville.

Saint-Jean, to wit: { L A CITE DE SAINT-
No. 105 JEAN, a political and incorporated body having his business office in the City of Saint-Jean, district of Iberville, plaintiff; vs MADAME L. P. JODOUIN, of the town of Longueuil, district of Montreal, seized.

An emplacement situated in the City of Saint-Jean, P.Q., of an area of fifty-five feet by one hundred and forty-four feet, being part of lot number five hundred and forty-two of the official cadastre for the town of Saint-Jean, P.Q., and bounded to the east by Mercier street, to the south by Gouin street, to the west by the lot number 543 and to the north by the rest of said lot number 542, with buildings upon erected.

This emplacement being sold for taxes is subject to be repurchase before the expiration of legal delay.

To be sold at my office, in the Court House, in the city of Saint-Jean on the SIXTH day of

our d'OCTOBRE, prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, ADÉLARD FORGET.
Saint-Jean, le 1er septembre 1942. 1949-36-2-o
[Première publication, le 5 septembre 1942]

OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jean, September the 1st, 1942. 1949-36-2-o
[First publication, September 5th, 1942]

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris.
Dans la Cour Supérieure.

Canada, } P. LÉTOUR-
Province de Québec, } J.-P. NEAU, de St-
District de Montmagny. } Paul, comté de Mont-
N° 3989 } magny, Demandeur;
vs FRANÇOIS CARON, autrefois de Ste-Perpétue, maintenant de St-Damase, comté de l'Islet, Défendeur.

Un terrain ou emplacement situé sur le haut du deuxième rang de St-Aubert, ayant huit (8) pagées de largeur, sur un demi-arpen (1/2) de longueur, borné nord et est à Moïse Ouellet, fils, ou représentants, à l'ouest à Thaddée Caron ou représentants, au sud au chemin public avec bâtisses et étant une partie du lot connu sous le numéro quatre cent vingt-sept (ptie 427) de St-Aubert.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de St-Damase, comté de l'Islet, MARDI, le SIX OCTOBRE 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ CARON.
Montmagny, 1er septembre 1942. 1950-36-2-o
[Première publication, 5 septembre 1942]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE ROYAL TRUST
N° 210960 } COMPANY & al,
demanderesse, es-qual; vs J.-PAUL VERMETTE, défendeur, es-qual; & PAUL LANGLOIS et al, Mis-en-cause; & HAROLD H. WILLIAMSON, curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur, es-qual, mais présentement en la possession dudit curateur au délaissement.

"Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Clarke, en la cité de Westmount, étant la partie sud-est du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro trois cent dix-neuf aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, ladite partie comprenant vingt pieds en largeur par une profondeur de cent vingt pieds, mesure anglaise et plus ou moins et ladite partie étant bornée comme suit: au sud-ouest par l'avenue Clarke, à l'arrière au nord-est partie par le lot officiel numéro trois cent dix-sept et partie par la subdivision un du lot officiel trois cent dix-huit, d'un côté au nord-ouest par une autre portion dudit lot officiel numéro trois cent dix-neuf et de l'autre côté au sud-est par la subdivision numéro un du lot officiel numéro trois cent quinze.

Avec la maison d'habitation dessus érigée portant le numéro civique quatre cent soixante-sept de ladite avenue Clarke, dont le mur de pignon du côté nord-ouest est mitoyen aux lieux adjacents."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUIT OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris.
In the Superior Court.

Canada, } P. LÉTOUR-
Province of Québec, } J. NEAU, of St-
District of Montmagny. } Paul, county of Mont-
No. 3989 } magny, Plaintiff; vs
FRANÇOIS CARON, formerly of Ste-Perpétue, and now of St-Damase, county of l'Islet, Defendant.

A land or an emplacement situate at St-Aubert, upper second range, having eight "pagées" in the width, on one-half arpent in the depth, bounded north and east to Moïse Ouellet, son, or representatives, on the west to Thaddée Caron or representatives, on the south to public road, with buildings and being part of lot known under number four hundred and twenty-seven (Pt. 427) of St-Aubert.

To be sold at the parochial church door of St-Damase, county of l'Islet, TUESDAY, the SIXTH day of OCTOBER 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ CARON,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Montmagny, September 1st, 1942. 1950-36-2-o
[First publication, September 5th, 1942]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE ROYAL TRUST
No. 210960 } COMPANY & al,
plaintiff, es-qual; vs J. PAUL VERMETTE, defendant, es-qual; & PAUL LANGLOIS et al, Mis-en-cause; & HAROLD H. WILLIAMSON, Curator to the surrender.

As belonging to the defendant es-qual, but now in the hands of the said curator to the surrender.

"That certain emplacement fronting on Clarke Avenue in the City of Westmount, being the South-easterly portion of the lot of land known and designated as number three hundred and nineteen on the Official Plan and in the Book of Reference of the Municipality of the Parish of Montreal, containing, said portion twenty feet in width by a depth of one hundred and twenty feet, English Measure and more or less and bounded said portion as follows:—to the South-West by Clarke Avenue, in the rear to the North-east partly by official lot number three hundred and seventeen and partly by subdivision one of official lot three hundred and eighteen, on one side to the North-West by another portion of said official lot number three hundred and nineteen, and on the other side to the South-east by Subdivision Number One of Official lot number Three hundred and fifteen.

With the dwelling house thereon erected bearing the civic number four hundred and sixty-seven, in said Clarke Avenue, whereof the gable wall on the North-west side is mitoyen with the adjoining premises."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$770 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Savard en date du 26 août 1942.

A deposit of \$770 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Savard, dated the 26th of August 1942.

Bureau du shérif,
Montréal, le 2 septembre 1942.
[Première publication, le 5 septembre 1942]

Le shérif,
L.-P. CAISSE.
1967-36-2

Sheriff's Office,
Montreal, September 2, 1942.
[First publication, September 5th 1942]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
1967-36-2-0

QUÉBEC
Fieri Facias

Québec, à savoir: } **JOSÉPHINE RÉMIL-**
N° 44935 } **LARD DUFRESNE**, do-
miciellée au N° 70, rue St-Louis, en la Cité de
Québec, veuve de feu Louis Rivard Dufresne,
de son vivant du même lieu, et **EUGÉNIE RÉ-**
MILLARD, domiciliée au N° 39, rue Ste-Gene-
viève, en la Cité de Québec, fille majeure usant de
ses droits, tant personnellement qu'en sa qualité
d'héritière aux successions de ses deux sœurs:
Alicie & Marie Rémillard; contre **DAME AMAN-**
DA VALLIÈRES LACASSE, épouse séparée de
biens de J. C. Lacasse, tous deux de la cité de
Québec, en sa qualité de légataire universelle
résiduaire à la succession de Dame Adèle Gagné,
veuve de feu Michel Vallières, et le dit J. C.
LACASSE, pour autoriser et assister son épouse
aux fins des présentes, à savoir:

Les lots 128-2 (cent vingt-huit-deux) et 129-1
(cent vingt-neuf-un) du cadastre officiel N° 98
(quatre-vingt-dix-huit) pour la paroisse Notre-
Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier
Montcalm, de la cité de Québec, étant un empla-
cement situé Avenue des Érables, mesurant 25
pieds et 4 pouces de front sur 125 pieds de profon-
deur, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

Sujets au droit de passage en commun, à pieds
et en voiture, sur la rue St-Jacques et la ruelle
désignée sous le N° 98-227.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Québec, le SEIZIÈME jour d'OCTOBRE pro-
chain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,
Québec, ce 9 septembre 1942.
[Première publication, 12 septembre 1942]
[Deuxième publication, 26 septembre 1942]

Le shérif,
L. LAPIERRE.
1994-37-2-0

Fieri Facias

Québec, à savoir: } **JOSEPH PIERRE DRO-**
N° 44953 } **LET**, cultivateur, de la
paroisse de l'Ancienne Lorette, comté de Québec,
contre **JOSEPH LADISLAS BOLDUC**, de la
Cité de Québec, demeurant au N° 602½-604
Chemin de la Canardière, à savoir:

Les subdivisions 70, 71 et 72 (soixante-dix,
soixante-et-onze et soixante-douze) du lot N°
586 (cinq cent quatre-vingt-six) du cadastre
officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier
Jacques-Cartier, de la Cité de Québec, étant un
emplacement situé coin des rues de La Canar-
dière et Champfleury, avec les bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la Cité de
Québec, le TRENTIÈME jour d'OCTOBRE
prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,
Québec, ce 23 septembre 1942.
[Première publication, 26 septembre 1942]
[Deuxième publication, 10 octobre 1942]

Le shérif,
L. LAPIERRE.
2066-39-2-0

QUÉBEC
Fieri Facias

Québec, to wit: } **JOSÉPHINE RÉMIL-**
No. 44935 } **LARD DUFRESNE**, re-
siding at No. 70 St. Louis street, in the City of
Quebec, widow of the late Louis Rivard Du-
fresne, in his lifetime of the same place, and
EUGENIE RÉMILLARD, residing at No. 39
St. Geneviève street, in the City of Quebec,
spinster in the use of her rights, both personally
and as heir to the estate of her two sisters:
Alicie and Marie Rémillard; against **DAME**
AMANDA VALLIÈRES LACASSE, wife separ-
ate as to property of J. C. Lacasse, both of
the City of Quebec, in her quality of universal
residuary legatee to the Estate of Dame Adèle
Gagné, widow of the late Michel Vallières, and
the said J. C. LACASSE, to authorize and
assist his wife for the purposes hereof, to wit:

Lots 128-2 (one hundred and twenty-eight-two)
and 129-1 (one hundred and twenty-nine-one)
of the official cadastre No. 98 (ninety-eight)
for the parish of Notre-Dame de Québec, banlieue,
now Montcalm Ward of the city of Quebec,
being an emplacement situate on Maple Avenue,
measuring 25 feet and 4 inches in front by 125
feet in depth, English measure—with the build-
ings thereon erected, circumstances and de-
pendencies.

Subject to right of way in common, on foot and
with vehicle, on St. James street, and the lane
designated under No. 98-227.

To be sold, at my office, in the City of Quebec,
on the SIXTEENTH day of OCTOBER next, at
TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Quebec, September 9, 1942.
[First publication, September 12, 1942]
[Second publication, September 26, 1942]

L. LAPIERRE,
Sheriff.
1994-37-2

Fieri Facias

Québec, to wit: } **JOSEPH PIERRE DRO-**
No. 44953 } **LET**, farmer, of the Parish
of l'Ancienne Lorette, County of Quebec; against
JOSEPH LADISLAS BOLDUC, of the City
of Quebec, residing at No. 602½-604 La Canar-
dière Road, to wit:

Subdivisions 70, 71 and 72 (seventy, seventy-
one and seventy-two) of lot No. 586 (five hun-
dred and eighty-six) on the official cadastre for
St-Roch Nord, now Jacques-Cartier ward of
the City of Quebec, being an emplacement si-
tuate at the corner of La Canardière and Champ-
fleury streets—with the buildings thereon erected,
circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Quebec,
on the THIRTIETH day of OCTOBER next,
at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Quebec, September 23rd, 1942.
[First publication, September 26th, 1942]
[Second publication, October 10th, 1942]

L. LAPIERRE,
Sheriff.
2066-39-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis & de Terris
Cour Supérieure

District de Rimouski, { **AUGUSTE MILLER;**
N° 8081 vs **TELESPHORE**
MARIN, Pointe aux Outardes, savoir:

Partie ouest du lot numéro treize (13 P.O.) dans le rang Pointe-aux-Outardes du Canton Manicouagan, étant une terre mesurant un arpent et quatre perches de front sur une profondeur d'environ quarante arpents bornée au nord à la Rivière-aux-Outardes, à l'ouest par le lot numéro (12) à l'est à partie du lot numéro treize (13), à Jean Marin et au sud par le Fleuve St-Laurent avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à distraire la grange.

Pour être vendue à la porte de l'église de Pointe-aux-Outardes, le VINGT-SEPT OCTOBRE prochain, 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 23 sept. 1942. 2083-39-2-o
[Première publication, le 26 septembre 1942]

Fieri Facias de Bonis & de Terris
Cour Supérieure

District de Rimouski, { **AUGUSTE MILLER,**
N° 7559 vs **ELZÉAR**
EMOND, Pointe aux Outardes, savoir:

Partie est du lot N° Cinq au cadastre officiel du rang Pointe aux Outardes du canton Manicouagan, de forme irrégulière de 2½ arpents de front sur 300 pds et de 2 arpents sur la balance de la profondeur de 12½ arpents, borné à l'est à Elzéar Ross au sud au fleuve, à l'ouest à Raoul Côté, au nord partie à Raoul Côté et à la réserve cantonale avec bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de Pointe aux Outardes, Côte Nord, le VINGT-SEPT OCTOBRE prochain, 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 23 sept. 1942. 2082-39-2-o
[Première publication, 26 septembre 1942]

TERREBONNE

Cour Supérieure

Canada, { **HENRI RENAUD,**
Province de Québec, courtier en as-
District de Terrebonne, surances, résidant à Le-
N° 7648 sage, district de Terre-
bonne, demandeur; vs **ALBERT BIGRAS**, des
cité et district de Montréal, défendeur; et **GUIL-
LAUME WILSEY**, Curateur au délaissement.

Un emplacement contenant cinquante pieds de largeur, mesure anglaise, par toute la profondeur qu'il y a du chemin du Roi à la clôture du Canadian Pacific Railway (C.P.R.) connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, comme étant partie du lot numéro quarante-deux (ptie 42) dans le onzième rang du Canton Morin, borné à un bout par le chemin du Roi, à l'autre bout par la clôture du C.P.R. et des deux côtés par la propriété de Nathan Deskin ou représentants faisant aussi partie du dit lot numéro quarante-deux, avec les bâtisses y érigées, la ligne sud-est de l'immeuble présentement décrit se trouve à trente pieds de la propriété de S. Goodman.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise paroissiale de Sainte-Agathe des Monts, LUNDI le

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis & de Terris
Superior Court

District of Rimouski, { **AUGUSTE MILLER;**
N° 8081 vs **TELESPHORE**
MARIN, Pointe aux Outardes, to wit:

West part of lot number thirteen (W. Pt.13) in Range Pointe-aux-Outardes of the Township Manicouagan, being a farm measuring one arpent and four perches in front by a depth of about forty arpents, bounded on the North by the Rivière-aux-Outardes, on the West by lot number twelve (12) on the East by a part of lot number thirteen (13), belonging to Jean Marin, and on the South by the St. Lawrence river, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, to be deducted the barn.

To be sold at the church door of Pointe-aux-Outardes, on the TWENTY-SEVENTH of OCTOBER next, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, Sept. 23, 1942. 2083-39-2
[First publication, September 26th., 1942]

Fieri Facias de Bonis & de Terris
Superior Court

District of Rimouski, { **AUGUSTE MILLER;**
No. 7559 vs **ELZÉAR**
EMOND, Pointe aux Outardes, to wit:

The East part of lot number five of the official cadastre of Range Pointe-aux-Outardes, of the Township Manicouagan, of irregular figure measuring 2½ arpents in front by 300 feet and 2 arpents for the balance of the depth of 12½ arpents, bounded on the East by Elzéar Ross, on the South by the river, on the West by Raoul Côté, on the North partly by Raoul Côté and by the cantonal reserve—with buildings.

To be sold at the church door of Pointe aux Outardes, North Coast, on the TWENTY-SEVENTH of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, Sept. 23, 1942. 2082-39-2
[First publication, September 26th, 1942]

TERREBONNE

Superior Court

Canada, { **HENRI RENAUD,**
Province of Quebec, Insurance broker,
District of Terrebonne, resident at Lesage, dis-
No. 7648 trict of Terrebonne,
demandant; vs **ALBERT BIGRAS**, from the
City and District of Montreal, defendant; and
GUILAUME WILSEY, Curateur au délaissement.

An emplacement containing fifty feet in width, English measure, by the depth there is between the King's Highway and the fence of the C.P.R. known on the official Plan and Book of Reference of the Parish of Sainte Agathe des Monts as forming part of the lot number forty-two (P. 42) in the Eleventh Range of the Township Morin bounded at one end by the King's Highway; at the other end by the fence of the C.P.R.; and on both sides by the property of Nathan Deskin or representatives, forming also part of the said lot No. 42, with buildings thereon erected; the southeast side line of the property presently sold being at thirty feet from the property of Mr. S. Doodman.

To be sold at the parochial church door at Sainte Agathe des Monts, MONDAY the FIFTH

CINQ OCTOBRE 1942 à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, le 2 septembre 1942. 1956-36-2-o
[Première publication, le 5 septembre 1942]

day of OCTOBER 1942 at TWO o'clock in the afternoon (daylight saving time).

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff
St-Jérôme, September 2nd, 1942. 1956-36-2-o
[First publication, September 5th, 1942]

Commission de l'Industrie Laitière

Dairy Industry Commission

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No G.-Sp.-1

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté et Gilbert Mac-Millan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, inspecteur-général des produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Attendu que certains producteurs de lait, peu soucieux de leurs intérêts, offrent et même fournissent à certaines compagnies laitières du lait à un prix inférieur au prix fixé par la Commission de l'Industrie laitière,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à tout fournisseur-producteur expédiant du lait dans une des régions délimitées par une ordonnance de la Commission.

2° Il est interdit à tout fournisseur-producteur d'offrir, de vendre ou de livrer du lait à un marchand de lait faisant affaires dans une région délimitée par une ordonnance de la Commission, à moins que ce lait ne soit offert, vendu, livré et payé à un prix non inférieur au prix fixé par la Commission pour ladite région.

Le fait, dans le but de devenir le fournisseur d'un marchand de lait, de payer directement ou indirectement audit marchand de lait, ou à son employé, ou à son représentant, ou à son camionneur, quelque somme d'argent que ce soit, ou de donner quelque denrée ou produit que ce soit, constitue une diminution dans le prix du lait et, conséquemment, une infraction à la présente ordonnance.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance, qui entrera en vigueur le premier jour d'octobre 1942.

(Signé) MM. JULES COTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

(Certifié) ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission de
de l'Industrie laitière.

2086-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 6-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 27 août 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 1.30 p.m.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. G.-Sp.-1

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert Mac-Millan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of dairy products, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the fact that certain milk producers, careless of their own interests, offer and even furnish to certain dairy companies milk at a price inferior to that fixed by the Dairy Industry Commission,

THE COMMISSION ENACTS THE FOLLOWING:

1. The present order applies to any producer-supplier forwarding milk in one of the region whose boundaries have been settled by an order of the Commission.

2. It is forbidden for any producer-supplier to offer, sell or deliver milk to a milk dealer doing business within a region whose boundaries have been settled by an order of the Commission, unless this milk be offered, sold, delivered and paid for at a price not inferior to the price fixed by the Commission for the said region.

The fact of paying directly or indirectly to a milk dealer, or to his employee, or to his representative, or to his hauler, in order to become the supplier of said milk dealer, any sum of money whatsoever, or to give any goods or products whatsoever, constitutes a decrease in the price of milk, and, consequently, an infraction to the present order.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order which shall come into force on the first day of October 1942.

Signed: Messrs. JULES COTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

(Certified) ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
Industry Commission.

2086-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 6-E-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, August 27, 1942, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 1.30 p.m.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Shawinigan;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Shawinigan.

2. La région de Shawinigan comprend les municipalités de la cité de Shawinigan Falls, de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, du village de la Baie-de-Shawinigan, cette partie de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc-d'Almaville, contiguë, au territoire délimité ci-dessus et bornée au sud par le rang Saint-Mathieu et cette partie de la municipalité de la paroisse de Ste-Flore bornée par la route Ste-Catherine.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci \$2.40½ F.A.B. la place d'affaires du dit marchand et tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.60½ F.A.B. la ferme du producteur.

Vu l'entente intervenue entre les marchands de lait et leurs producteurs-fournisseurs, et ratifiée par ladite Commission, tout marchand de lait devra retenir à même les sommes dues à ses producteurs-fournisseurs, ½ sou pour chaque cent livres de lait dont le produit sera, chaque mois, versé, pour et au nom desdits producteurs-fournisseurs, entre les mains de ladite Commission qui elle-même la transmettra au secrétaire-trésorier du Syndicat des producteurs de lait de Shawinigan.

Tout cultivateur-producteur de lait qui, lui-même ou par l'intermédiaire d'une autre personne, vend et distribue au public, pour son propre bénéfice le lait qu'il produit pour être consommé à l'état nature, et qui fait par là le commerce de laitier, devra verser, le dernier jour de chaque mois, entre les mains de la Commission de l'Industrie laitière, un demi sou pour chaque cent livres de lait ainsi vendu. Le secrétaire de la Commission transmettra, de temps à autre, les sommes ainsi perçues au secrétaire-trésorier du Syndicat des Producteurs de Lait de Shawinigan.

4. Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pensions, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 6-H-39 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 octobre 1939, et entre en vigueur le 1er octobre 1942.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Shawinigan;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Shawinigan.

2. The region of Shawinigan includes the municipalities of the city of Shawinigan Falls, of the parish of Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, of the village of Shawinigan Bay, that part of the parish of Sainte-Jeanne d'Arc d'Almaville adjoining the above-mentioned territory and bordered on the South by Saint-Mathew's range, and that part of the municipality of the parish of Ste-Flore bordered by Ste-Catherine Road.

3. Any pasteurized milk dealer must pay to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$2.40½ F.O.B. business place of said dealer and any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$2.60½ F.O.B. farm of producer.

In view of the agreement passed between milk dealers and their producers with the approval of the Commission, any milk dealer will retain on the sums he owes to his producers, ½ cent per hundred pounds of milk, the product of such retention to be each month turned over, for and in the name of said producers, to the Commission who will itself remit it into the hands of the Secretary-Treasurer for the Shawinigan Milk Producers' Syndicate.

Any farmer-producer who himself or through some other person, sells or distributes to the public, for his own profit, the milk he produces for consumption in the raw state, and who thereby acts as milk dealer, will have to remit, on the last day of each month, into the hands of the Dairy Industry Commission, half a cent for each hundred pounds of milk thus sold. The secretary of the Commission will turn over, from time to time, the sums so received to the secretary-treasurer of the Milk Producers Syndicate.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder no person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment at a price inferior to five cents a pint and ten cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

6. No person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to forty cents a gallon.

The present order cancels Order No. 6-H-39 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for October 28, 1939, and comes into force on 1st of October 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

(Signé): MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

(Certifié) ALPHONSE SAVOIE,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
2087-o

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

(Signed): DR. ÉMILE NADEAU,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

(Certified) ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry Commission.
2087-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 11-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique et Oscar Boisvert, inspecteur général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Drummondville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Drummondville.

2. La région de Drummondville comprend la ville de Drummondville et les municipalités de Grantham, Saint-Joseph-de-Grantham, Grantham Ouest et St-Simon-de-Drummond.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Drummondville, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Drummondville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 11-H-40, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 novembre 1940, et entre en vigueur le 1er octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
2088-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 12-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 11-E-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser and Oscar Boisvert, Inspector-General of Dairy products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Drummondville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Drummondville.

2. The region of Drummondville includes the town of Drummondville and the municipalities of Grantham, Saint Joseph de Grantham, Grantham West and St-Simon-de-Drummond.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk, which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Drummondville, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Drummondville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

The present order cancels Order No. 11-H-40, published in the *Quebec Official Gazette* dated November 9th, 1940, and comes into force on October 1st, 1942.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: MESSRS. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry Commission.
2088-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 12-E-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 27 août 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 1.30 p.m.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Grand'Mère;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Grand'Mère.

2. La région de Grand'Mère comprend le territoire de la cité de Grand'Mère et cette partie du rang Saint-Louis, située dans la municipalité de Sainte-Flore, contiguë à la cité de Grand'Mère, jusqu'à et y compris le lot N° 109 du cadastre de la municipalité de Sainte-Flore.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.60 net F.A.B. la ferme du producteur-fournisseur.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Grand'Mère, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Grand'Mère, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte.

7. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 12-H-39 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 28 octobre 1939, et entre en vigueur le 1er octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR. EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

(Certifié) ALPHONSE SAVOIE,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
2089-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 15-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 27 août 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. E. Nadeau, président, Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur-général des Produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Meeting of Thursday, August 27, 1942, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 1.30 p.m.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Grand'Mère;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Grand'Mère.

2. The region of Grand'Mère, includes the territory of the city of Grand'Mère and that part of Saint Louis Range, situated in the municipality of Sainte Flore and adjoining the city of Grand'Mère, up to and including lot No. 109, of the cadastre of the municipality of Sainte Flore.

3. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.60 net F.O.B. farm of producers-suppliers.

5. No person shall, within the limits of said region of Grand'Mère, offer, sell or deliver milk at a price inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Grand'Mère, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer, or any other business establishment at a price inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to forty cents per gallon.

The present order cancels Order No. 12-H-39 of said Commission, as published in the *Official Gazette of Quebec*, for October 28th, 1939, and comes into force on October 1st, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: MESSRS. DR. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

(Certified) ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry Commission.
2089-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 15-E-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, August 27, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, Legal Adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne.

2. La région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, comprend la ville de Saint-Jérôme.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.30 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine, et dix sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de St-Jérôme, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-six sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 15-H-39 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 octobre 1939, et entrera en vigueur le 1er octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission
2090-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 31-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 27 août 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 1.30 p.m.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Danville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Danville.

2. La région de Danville comprend la municipalité du village de Danville, située dans le comté de Richmond.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Jerome, in the county of Terrebonne;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint Jerome, in the county of Terrebonne.

2. The region of Saint Jerome, in the county of Terrebonne, includes the town of Saint Jerome.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.30 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Saint Jerome, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and ten cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Saint Jerome, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of St. Jerome, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to thirty-six cents a gallon.

The present order cancels Order No. 15-H-39 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated October 28, 1939, and comes into force on October 1st, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: MESSRS. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
2090-o Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 31-E-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, August 27, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 1.30 p.m.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Danville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Danville.

2. The region of Danville includes the municipality of the village of Danville, located in the county of Richmond.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.30 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Danville, offrir, vendre ou livrer à domicile du lait embouteillé à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Danville, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

7. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-six sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 31-H-39 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 18 novembre 1939, et entre en vigueur le 1er octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

(Signé): MM. EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

(Certifié) ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission

2091-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 66-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 27 août 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 1.30 p.m.

Présent: MM. Dr. Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Nicolet:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne, qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Nicolet.

2. La région de Nicolet comprend la municipalité de la ville de Nicolet.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.25 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.30 net F.O.B. business place of said dealer.

5. No person shall, within the limits of said region of Danville, offer, sell or deliver bottled milk at home at prices inferior to six cents a pint and ten cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Danville, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to thirty-six cents per gallon.

The present order cancels Order No. 31-H-39 of said Commission, as published in the *Official Gazette of Quebec*, for November 18th, 1939, and comes into force on October 1st, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

(Signed): Messrs. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

(Certified) ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy

2091-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 66-E-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, August 27, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 1.30 p.m.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Nicolet;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Nicolet.

2. The region of Nicolet includes the town of Nicolet.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.25 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6, hereunder, no person shall, within the limits of said region

Nicolet, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Nicolet, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

7. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-six sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 66-H-42 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 7 mars 1942, et entre en vigueur le 1er octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

(Certifié) ALPHONSE SAVOIE,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
2092-o

of Nicolet, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and ten cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Nicolet, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

7. No person shall sell or deliver milk in bulk at prices inferior to thirty-six cents per gallon.

The present order cancels Order No. 66-H-42 of said Commission, as published in the *Official Gazette of Quebec*, for March 7, 1942, and comes into force on October 1st, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. Dr. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

(Certified) ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry Commission.
2092-o

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2376

Québec, le 16 septembre 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant la chasse au castor

Attendu que les conditions du castor sont encore telles cette année qu'il est possible d'en permettre la chasse pour une courte période, dans cette partie de la province située au nord du Saint-Laurent;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et de la Pêche, et conformément aux termes de l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941, qu'il sera légal de tuer le castor sur la rive nord du Saint-Laurent, du 15 novembre au 20 décembre inclusivement (1942), mais aux conditions suivantes:—

1. Seuls les trappeurs munis du permis régulier de trappeur seront autorisés à faire cette chasse et aucun trappeur ne pourra tuer plus de dix castors au cours de la saison;

2. A moins d'avoir une excuse valable, et dont la preuve lui incombera, aucun trappeur ne pourra avoir de peaux de castors en sa possession après le premier février 1943;

3. Tout commerçant de fourrure, muni de son permis régulier, devra identifier les peaux de castors qu'il achètera par le numéro de la licence du trappeur.

Cependant, dans les réserves spécialement affectées au repeuplement du castor et sous le contrôle indirect du Gouvernement, il sera loisible au Ministre d'émettre des permis spéciaux pour prolonger cette saison de chasse lorsque des conditions particulières l'exigeront.

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

No. 2376

Quebec, 16th September, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the hunting of beaver.

Whereas the conditions with regard to Beaver are still such this year that it is possible to permit the hunting of beaver for a short period, in that part of the Province situate North of the Saint-Lawrence;

It is consequently ordained, that on the recommendation of the Honourable Minister of Game and Fish, and in conformity with the terms of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, that it shall be legal to kill beaver on the North Shore of the St. Lawrence, from the 15th of November to the 20th of December inclusively (1942), but only on the following conditions:

1. Only trappers having a regular license to trap shall be authorized to hunt beaver and no trapper is allowed to kill more than ten beaver in the course of the season;

2. Without a valid excuse, proof of which must be given by the individual, no trapper may have, in his possession, beaver pelts, after the first of February 1943;

3. Every fur dealer, having his regular license, must identify the beaver pelts which he may buy, by the trapper's license number.

However, in the reserves specially set apart for the restocking of beaver and under the indirect control of the Government, The Minister may issue special licenses to prolong this hunting season when particular conditions demand the same.

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

N° 2447

Québec, le 24 septembre 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant le temps réglementaire dans la péninsule de Gaspé.

Attendu qu'en vertu de la Loi du temps réglementaire (Statuts refondus, 1941, chapitre 2), le temps réglementaire pour cette province est celui en retard de cinq heures avec l'observatoire de Greenwich (heure de l'Est), sauf pour cette partie de la province qui est située à l'ouest du méridien du soixante-huitième degré de longitude ouest pour laquelle le temps réglementaire est celui en retard de quatre heures de l'observatoire de Greenwich (heure de l'Atlantique):

Attendu que des représentations ont été faites à l'effet qu'il serait à l'avantage des habitants de la péninsule de Gaspé qui se trouve à l'est du méridien susmentionné d'avoir comme temps réglementaire l'heure de l'Est, au lieu de l'heure de l'Atlantique;

Attendu que l'article 3 de ladite Loi du temps réglementaire autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à faire des règlements pour changer le temps réglementaire établi par l'article 2 de la même loi;

Attendu qu'il est opportun d'effectuer un tel changement dans le temps réglementaire pour cette partie de la province;

En conséquence, sur la recommandation de l'Honorable Ministre des Affaires municipales, de l'industrie et du commerce, il est ordonné qu'il soit statué qu'à compter du lundi, 28 septembre 1942, à minuit et une minute, le temps réglementaire pour cette partie de la province située au sud du fleuve Saint-Laurent et à l'est du méridien du soixante-huitième degré de longitude ouest sera celui en retard de cinq heures avec l'observatoire de Greenwich.

WM. LEARMONTH,
Asst.-Greffier du Conseil Exécutif.

2094-o

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

No. 2447

Quebec, September 24, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Respecting Standard Time in the Gaspé Peninsula.

Whereas under the Standard Time Act (Revised Statutes 1941, chapter 2), Standard Time for this Province is reckoned as five hours behind Greenwich time (Eastern Time), save in that part of the Province which lies West of the meridian of sixty-eight degrees West longitude, for which Standard Time is reckoned as four hours behind Greenwich time (Atlantic Time);

Whereas representations have been made to the effect that it would be to the advantage of the inhabitants of the Gaspé Peninsula which lies East of the aforesaid meridian to have Eastern Standard Time, instead of Atlantic Time;

Whereas section 3 of the said Act respecting Standard Time authorizes the Lieutenant-Governor in Council to make regulations to change the standard time established by section 2 of the same Act;

Whereas it is expedient to effect such change in the standard time for that part of the Province;

Therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, it is ordained that it be enacted on and from Monday, the 28th September, 1942, at one minute after midnight, that Standard Time for that part of the Province which lies South of the Saint Lawrence River and East of the meridian of sixty-eight degrees West longitude shall be five hours behind Greenwich time.

WM. LEARMONTH,
Deputy-Clerk of the Executive Council.

2094

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS

NOTICE

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que "The Fur Manufacturers Guild Incorporated" et "The International Fur Workers' Union of the United States and Canada", "The Joint Board of the International Fur Workers' Union of Montreal" et les locaux 66 et 67 de ladite union internationale lui ont conjointement présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"The Fur Manufacturers Guild Incorporated",

Et, D'AUTRE PART:

"The International Fur Workers' Union of the United States and Canada", "The Joint Board of the International Fur Workers' Union of Mont-

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Fur Manufacturers Guild Incorporated and the International Fur Workers' Union of the United States and Canada, The Joint Board of the International Fur Workers' Union of Montreal and Locals 66 and 67 of the said International Union have jointly presented to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Fur Manufacturers Guild Incorporated,

And, ON THE OTHER PART:

The International Fur Workers' Union of the United States and Canada, The Joint Board of the International Fur Workers' Union of Mont-

real" et Les locaux 66 et 67 de ladite union internationale,

pour les employeurs et les employés de l'industrie visée suivant les conditions ci-après :

I. *Définitions*: Les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée :

a. Un "finisseur ou finisseuse de première classe" est celui ou celle qui complète les opérations de finition de tout vêtement ou article de fourrure de première classe, ou fait toute partie des dites opérations.

b. Un "bloqueur et cloueur de première classe" est celui qui peut exécuter tout ouvrage de blocage de fourrure de première classe.

c. Un "préposé aux garnitures (*trimmer*) de première classe" est celui qui peut exécuter toutes les opérations de son métier sur tout vêtement ou article.

d. Un "opérateur ou opératrice de première classe" est celui ou celle qui peut travailler la fourrure de première classe.

e. Les "coupeurs, opérateurs ou opératrices, cloueurs, finisseurs ou finisseuses de première classe, etc.", comprennent les ouvriers ou ouvrières exécutant des travaux sur des manteaux, vêtements ou tous autres articles de fourrure de première qualité telle que vison, martre de Russie, vison japonais, Kolinsky, mouton de Perse, caracul argenté, écureuil, castor, hermine, renard argenté, toutes sortes de renards, chat sauvage, martre d'Alaska (*skunk*), seal de mer (*real seal*), broadtail russe, fitch, martre de roche, seal d'Hudson, blaireau, lynx, loup, martre Baum, toutes sortes de martres et toutes autres fourrures de valeur identique et tout travail de peau allongée.

II. *Juridiction professionnelle*: Sont régis par le décret, tous les signataires représentés par la partie de première part, ainsi que tous les marchands de gros, qu'ils aient ou non signé la convention. Quant aux détaillants et ceux faisant affaires en gros et en détail, les signataires à la convention seulement seront assujettis au décret.

III. *Juridiction industrielle*: Le décret s'appliquera à tous les employeurs ou manufacturiers s'occupant de la fabrication, de la réparation, de la réfection de manteaux, vêtements, de garnitures en fourrure ou de tous autres articles faits, en entier ou en partie, de fourrures de toutes sortes.

IV. *Juridiction territoriale*: a. La juridiction territoriale de la présente convention comprend l'île de Montréal et un rayon de cinquante (50) milles autour et au delà de ses limites; pour les fins d'application, ladite juridiction est divisée en deux zones:

Zone I: comprenant l'île de Montréal et un rayon de 10 milles autour de ses limites;

Zone II: comprenant un périmètre de 40 milles de rayon autour et au delà de la Zone I.

b. L'échelle de salaires mentionnée à l'article II s'applique à tous les établissements de fourrure de la Zone I et de la Zone II; toutefois, les établissements de la Zone II auront le droit de travailler 48 heures par semaine formée de six (6) jours de huit heures (8) chacun de 8.00 a.m. à 12.00 midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m. au taux de salaire et demi pour tout travail supplémentaire, lequel ne devra pas dépasser celui permis dans la Zone I.

real, and Locals 66 and 67 of the said International Union,

for the employers and the employees of the industry concerned according to the following conditions:

I. *Definitions*: The following terms shall have the hereinafter-given significance:

a. A "first class finisher" male or female is one who completes finishing operations on any garment or article of first class furs or does any portion of any such operation.

b. A "first class blocker and nailer" is one who blocks first class furs.

c. A "first class trimmer" is one who makes the entire trimming operations on any garment or article.

d. A "first class operator" male or female is one who works on first class furs.

e. The "first class cutters, operators, nailers, and finishers, etc." shall comprise those working on coats, garments or any other fur articles of the first class group such as mink, Russian sable, Jap mink, Kolinsky, Persian lamb, Russian caracul, squirrel, beaver, ermine, silver foxes, all kinds of foxes, raccoon, skunk, real seal, Russian broadtail, fitch, stone marten, Hudson Seal, badger lynx, wolf, beaumarten, all kinds of martens and all other furs of the same value and drop skin work.

II. *Professional jurisdiction*: Are subject to the decree, all the signers whose names appear among the parties of the first part, as well as all wholesalers, whether they have signed the agreement or not. As for retailers and those doing both wholesale and retail business, only those having signed the said agreement are subject to the provisions of the decree.

III. *Industrial jurisdiction*: The decree shall apply to all employers and/or manufacturers engaged in producing, repairing, remodelling fur coats, fur garments, fur trimmings or any other apparels and/or articles made in whole or in part of any type of furs.

IV. *Territorial jurisdiction*: a. The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Island of Montreal and a radius of fifty (50) miles around and beyond its limits; for purposes of enforcement, such territorial jurisdiction is divided in two (2) zones:

Zone I: Comprising the Island of Montreal and a radius of ten (10) miles from its limits;

Zone II: Comprising a perimeter of forty (40) miles around and beyond Zone I.

b. The Scale of wages mentioned in section IV shall apply to all fur establishments of Zone I and Zone II; but all the fur establishments of Zone II shall be permitted to work 48 hours per week consisting of six (6) days of eight (8) hours each from 8 a.m. to 12 a.m. and 1 p.m. to 5 p.m., with pay for time and a half for all overtime work which shall not exceed that permitted in Zone I.

V. Salaires: a. Les salaires minima dans l'industrie seront les suivants:

Coupeur 1ère classe	\$40.00
Coupeur 2ième	32.50
Opérateurs 1ère	32.50
Opérateurs 2ième	24.00
Opératrices 1ère	23.50
Opératrices 2ième	18.00
Finisseuses 1ère	21.50
Finisseuses 2ième	17.00
Apprentis-coupeurs	24.00
Bloqueurs et préposés aux garnitures (trimmers) 1ère classe	24.00
Bloqueurs 2ième	16.00
Préposés aux garnitures (trimmers) 2ième	17.00
Examineurs 1ère	28.00
Examineurs 2ième	17.00
Finisseurs 1ère	28.00
Finisseurs 2ième	24.00

b. 1. Tous les fermeurs exécutant du travail de première ou de seconde classe recevront le salaire d'un opérateur de première classe.

2. Les employés embauchés pour rembourrer ou garnir les collets recevront \$17.00 par semaine.

3. Les faiseurs de doublures seront considérés et rémunérés comme des opérateurs de seconde classe.

c. Les examinateurs préposés aux garnitures recevront:

1ère classe	\$28.00
2ième	17.00

Les finisseurs employés par les préposés aux garnitures (trimmers) 1ère classe 28.00
2ième 24.00

Les employés préposés aux peaux en pièces et les commençants, i.e., les employés réguliers qui ont commencé à travailler sur des peaux en pièces 16.00

d. Apprentis ou apprenties: Les deux années d'apprentissage seront divisées en quatre périodes de six mois:

1ère période	\$ 7.00
2ième	8.00
3ième	9.50
4ième	11.00
Après deux ans	12.50

VI. Durée du travail: a. Une semaine de travail comprendra 40 heures:

1. Pour les manufacturiers: Une semaine de cinq jours, du lundi au vendredi soir, de 8 heures chacun de 8.00 a.m. à 12.00 midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.

2. Pour les détaillants: La semaine de 40 heures sera divisée de la manière suivante: cinq (5) jours de sept heures chacun, du lundi au vendredi, de 9.00 a.m. à 12.00 midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.; les samedi de 8.00 a.m. à 1.00 p.m.

b. Tout travail exécuté en tout temps après 5.00 p.m. et tout travail fait les samedi par les marchands de gros sera considéré comme travail supplémentaire; tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et demi.

c. Tout travail fait par les détaillants après 5.00 p.m. et tout travail fait après 1.00 p.m. les samedi par les détaillants sera considéré comme travail supplémentaire et rémunéré au taux de salaire et demi.

d. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, les détaillants auront le droit, pendant les mois de septembre, octobre, novembre et dé-

V. Wages: a. The following minimum wages shall prevail in the Industry:

Cutters 1st class	\$40.00
" 2nd	32.50
Operators, male 1st	32.50
" " 2nd	24.00
Operators, female 1st	23.50
" " 2nd	18.00
Finishers, female 1st	21.50
" " 2nd	17.00
Apprentice cutters	24.00
Blockers & trimmers 1st class	24.00
Blockers 2nd	16.00
Trimmers 2nd	17.00
Examiners 1st	28.00
" 2nd	17.00
Male Finishers 1st	28.00
" " 2nd	24.00

b. 1. All closers whether working on 1st or 2nd class work shall receive the wages of a first class operator.

2. Employees engaged in trimming and padding collars shall receive \$17.00 per week.

3. Lining makers shall be considered as second class operators and paid accordingly.

c. Examiners employed in trimming shall receive:

1st class	\$28.00
2nd	17.00

Male Finishers employed by trimmers:

1st class	28.00
2nd	24.00

Employees employed on piece plates and beginners, i.e., regular workmen who commenced to work on piece 16.00

d. Apprentices male or female: The two (2) years apprenticeship to be divided in four (4) periods of six (6) months:

1st period	\$ 7.00
2nd	8.00
3rd	9.50
4th	11.00
After two (2) years	12.50

VI. Duration of labour: a. A week's work shall consist of forty (40) hours.

1. For the manufacturers: A five day (5) week from Monday to Friday night, of eight (8) hours each, from 8 a.m. to 12 a.m., and from 1 p.m. to 5 p.m.

2. For the retailers: The 40-hour week shall be divided as follows: five (5) days of seven hours each, that is from Monday to Friday, from 9 a.m. to 12 a.m., and from 1 p.m. to 5 p.m., and Saturday from 8 a.m. to 1 p.m.

b. All work performed after 5 p.m. on any day, and any work performed on Saturday by wholesalers, shall be overtime work; all overtime work shall be paid for at the rate of time and one half.

c. All work performed after 5 p.m., by retailers and any work performed on Saturday after 1 p.m., by retailers, shall be overtime work. All overtime work shall be paid for the rate of time and one half.

d. Notwithstanding the provisions set forth in the preceding paragraph of this section, retailers shall be permitted during the months of Septem-

cembre, de diviser la semaine de quarante heures comme suit: une semaine de cinq (5) jours, du lundi au vendredi soir, de huit (8) heures chacun de 8 a.m. à 12 a.m. et de 1 p.m. à 5 p.m.

e. Tout travail supplémentaire est interdit pendant les mois de janvier, février, mars, avril, mai et juin; toutefois, les préposés aux garnitures (trimmers) feront du travail supplémentaire du premier juin au lieu du 1er juillet. Au cours des autres mois, le travail supplémentaire sera interdit à moins que tous les travailleurs de chaque manufacture soient employés.

f. Le travail supplémentaire dans tous les établissements visés ne dépassera pas vingt (20) semaines et ne devra jamais dépasser 9.00 p.m.

g. Aucun manufacturier, qu'il soit spécialisé dans les garnitures, (trimmings), détaillant ou manufacturier de gros, ou qu'il soit à la fois manufacturier et spécialisé dans les garnitures, n'aura le droit de travailler plus de quatre mois de temps supplémentaire durant la période permise, pendant une année; les quatre (4) heures supplémentaires, au taux régulier, seront régies par les dispositions du paragraphe "f" du présent article.

h. Tous les employés faisant du travail supplémentaire auront une demi-heure pour souper, ladite période n'étant pas rémunérée.

i. Nonobstant les dispositions du présent article, les marchands de gros et les détaillants auront le droit, durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre, de faire quatre (4) heures de travail supplémentaire pour lequel les employés seront rémunérés au taux régulier au lieu de salaire et demi; ceci s'applique aux employés qui ne seront pas forcés de faire ces quatre (4) heures de travail supplémentaire s'ils ne désirent pas le faire.

j. Les préposés aux garnitures (trimmers) auront le droit de faire, pendant les mois de juin, juillet, août et septembre, quatre (4) heures de travail supplémentaire par semaine au taux régulier de salaire. Tout travail supplémentaire non compris dans la période mentionnée plus haut, ou en plus des quatre (4) heures, sera rémunéré au taux de salaire et demi; tel travail supplémentaire, au taux régulier, sera exécuté comme suit, exception faite des employeurs qui, à cause de leur religion, s'abstiennent de faire travailler les dimanches et samedi lesquels pourront faire les quatre (4) heures de travail supplémentaire durant la semaine.

1. Pour les marchands de gros: les samedi matin de 8.00 a.m. à midi;

2. Pour les détaillants: les samedi, de 8.00 a.m. à midi;

3. Pour les préposés aux garnitures (trimmers): les samedi matin de 8.00 a.m. à midi.

4. Aucun établissement s'occupant en partie du travail de garnitures, ou faisant affaires en gros ou en détail, n'aura le droit de faire plus qu'une période de travail supplémentaire.

k. Un comité permanent, sous l'autorité du comité paritaire, aura le pouvoir d'émettre des permis pour le travail supplémentaire en tout temps, sur une demande écrite ou verbale faite à un membre autorisé dudit comité permanent.

VII. Salaire en espèces: Tout salaire devra être payé en espèces et chaque semaine.

VIII. Paiement des salaires, les jours de fêtes: Tous les employés devront être payés les jours de fêtes suivants: Vendredi Saint, la fête de la Reine, la Confédération, la Fête du Travail, le Jour d'Action de Grâce, la Fête de Noël, le Jour de

ber, October, November and December, to divide the forty-hour week as follows: a five (5) days week from Monday to Friday night, of eight (8) hours each from 8 a.m. to 12 a.m. and from 1 p.m. to 5 p.m.

e. No overtime work shall be performed during the months of January, February, March, April, May and June; however, trimmers shall do overtime work from the 1st of June instead of the 1st of July. During the other months, no overtime shall be permitted unless all the workers of each factory are fully employed.

f. Overtime work in any given establishment shall not exceed twenty (20) weeks and shall never extend beyond 9 p.m.

g. No manufacturer whether trimmers, retailers or wholesalers, or one who does both trimmings and manufacturing, shall be entitled to work more than four (4) months overtime during the time allowed in any one year and the four (4) hours overtime at straight time will be governed by dispositions of paragraph "f" of the present article.

h. All employees working overtime shall be given an half-hour period for supper without pay.

i. Notwithstanding the provisions set out in this present Section, wholesalers and retailers shall be permitted during the months of September, October, November and December, to work four (4) hours overtime for which the employees are to be paid single time instead of time and a half, this subject to employees not being forced to work such four (4) hours who do not desire to do so.

j. Trimmers shall be permitted to work during the months of June, July, August and September, four (4) hours each week of overtime at single pay. Any overtime work outside the period herein stipulated or in addition to the four (4) hours herein stipulated shall be paid for at the rate of time and a half, such overtime work at single pay shall be done as follows, except for those employers who from religious point of view have habitually refrained from work on Sundays and Saturdays, shall be permitted to work the four hours overtime during the week.

1. For the wholesalers: Saturday morning from 8 a.m. to noon;

2. For the retailers: Saturday morning from 8 a.m. to noon;

3. For the trimmers: Saturday morning from 8 a.m. to noon.

4. No one firm, whether working partly on trimmings and/or partly wholesale or retail, will be permitted to work more than one period of said overtime.

k. A permanent committee with authority vested by the Joint Committee shall be empowered to grant permits for overtime work at all times, upon verbal or written request to one of the recognized members of such permanent Committee.

VII. Wages in cash: All wages shall be paid in cash and weekly.

VIII. Remuneration on holidays: All employees shall be entitled to be paid for the following holidays: Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, New Year's Day. In order to be entitled

L'An. Pour avoir droit à tel paiement, les employés devront avoir travaillé une partie de la semaine de paie où se trouve cette fête et dans ce cas, l'employé recevra une proportion du salaire pour le jour de fête correspondant à la durée de son travail durant la semaine. Si un employé travaille ces jours de fêtes, il recevra le salaire régulier pour une journée de travail plus salaire et demi, mais l'employeur ne devra pas le forcer à travailler ce jour-là. Si l'on ne travaille pas dans un établissement durant la semaine où se trouve une fête, les employés recevront leur salaire en entier pour ce jour de fête.

Il n'y aura pas de travail le jour de la fête du Travail.

IX. *1er mai*: Le refus d'un travailleur de travailler le 1er jour de mai ou toute autre fête religieuse ne peut servir de prétexte à une plainte.

X. *Réduction des salaires*: Pendant la durée du décret, il n'y aura aucune réduction des salaires des travailleurs présentement ou occasionnellement employés avec un salaire déterminé.

XI. *Contrats individuels*: Il est interdit à un employeur de signer dorénavant un contrat individuel avec ses employés ou d'exiger ou d'accepter des dépôts en argent ou toute valeur de ses employés; il lui sera aussi interdit de passer un contrat avec ses employés dans le but de leur assurer de l'emploi durant un certain temps.

XII. *Distribution du travail*: En tout temps, lorsqu'il n'y aura pas suffisamment de travail pour tous les employés, tout le travail de l'atelier sera distribué aussi également que possible parmi les salariés engagés pour tel travail et qui ont la compétence voulue pour exécuter le travail aidant ainsi au bon fonctionnement des manufactures exploitées par les employeurs.

XIII. a. Tout travail à contrat ou à sous-contrat ou travail à la pièce sera interdit, soit à l'intérieur de la fabrique de l'employeur ou dans une fabrique extérieure ou ailleurs, à moins que tous les employés de l'atelier soient occupés et que tous les dits entrepreneurs ou sous-entrepreneurs soient dûment enregistrés par le comité paritaire.

b. Tous les entrepreneurs ou sous-entrepreneurs doivent porter sur un registre les salaires et heures de travail.

c. Les détaillants auront le droit, pour la durée de la guerre seulement, de faire faire du travail de finition à la maison pourvu que tous les finisseurs de l'atelier soient employés et que les noms desdits employés faisant du travail à domicile soient soumis, par écrit, au comité paritaire.

XIV. *Associés de bonne foi*: Lorsqu'il y a, dans une compagnie ou corporation quelconque, deux associés de bonne foi, ces associés auront le droit d'exécuter du travail dans la fabrique, c'est-à-dire du travail identique à celui fait par les employés, sujet cependant, à la condition qu'un des deux associés soit considéré comme appartenant à la classe de n'importe quel employé assujéti à cette convention, excepté en ce qui touche les conditions relatives aux salaires.

XV. *Arrêt du travail ou lock-out avant le règlement du conflit*: Pendant la durée du décret ou les négociations de toute dispute ou le règlement de prix, ou la réception de toute plainte, aucune partie à cette convention ou leurs membres respectifs ne devra instituer ou prendre part à tout lock-out, arrêt du travail ou grève.

to such payment, the employees must have worked some part of the pay week in which such holiday occurs, and in the event of such employees working part of such week, he or she shall be entitled to such proportion of pay for the holiday as the time worked bears to the full working time of the said week. In the event of any employee working upon the above holidays, he shall receive a day's pay at the regular rate and in addition thereto, time and one half, but it shall be optional with the individual employee as to whether he or she will consent to work on such holiday. In the event of the firm refraining from operating during the week in which a holiday shall occur employees shall be entitled to full pay for such holiday.

No work shall be permitted on Labor Day.

IX. *May 1st*: The refusal of a worker to work on the first day of May or any religious holiday, shall not afford any ground for complaint.

X. *No reduction in wages*: There shall be no reduction in wages during the term of this decree for help presently employed or once employed with a determined salary.

XI. *Individual contracts*: No employer shall hereinafter make any individual contracts with any employee, nor exact or accept any cash deposits or other securities from any employee, nor shall any agreement be entered into with any individual guaranteeing any length of employment.

XII. *Division of work*: At all times when there is not sufficient work for all employees, all the available work in the shop shall be divided as equally as possible among all the employees properly engaged in the work, who are competent to do work consistent with proper functioning of the factories operated by the various employers.

XIII. a. No contracting or subcontracting or piece work shall be permitted whether inside the factory of the employer, or at an outside plant or premises (unless all the employees in the shop are working and all said contractors or subcontractors have duly registered with the Parity Committee.

b. All contractors and subcontractors must keep records of wages and hours of labour.

c. Retailers shall be permitted for the duration of the war only, to have finishing done at home, provided that all the finishers in the shop are working and that the names of said employees doing work at home are submitted in writing to the Parity Committee.

XIV. *Bona fide partners*: Where there are, in any firm or corporations, two or more Bona Fide partners, all said partners shall be privileged to do actual work in the factory, that is, similar work as is done by the help employed, subject however to the condition that all said partners, one excepted, shall be considered in the same category as any of the employees under this agreement, and subject to its terms and conditions, except in so far as salaries are concerned.

XV. *No stoppage of work or lock-out pending settlement of dispute*: During the existence of this agreement and pending the negotiations of any dispute or the settlement of any price, or the hearing of any complaint, neither party hereto, nor the respective members hereof will institute or take part in any lock-out, stoppage or work or strike.

XVI. Changement de métier: Aucun salarié ne pourra travailler dans un métier autre que celui pour lequel il a été employé (pourvu qu'il y ait suffisamment de travail pour le tenir occupé dans son métier; sinon, il devra exécuter tout autre travail requis).

XVII. Apprentis: Les employeurs dans les manufactures employant moins que quinze (15) personnes, pourront engager ou remplacer un apprenti pendant la durée de cette convention; et toute manufacture employant plus de 15 personnes pourra engager ou remplacer deux apprentis pendant la durée de ladite convention.

Quant aux apprenties, les manufacturiers peuvent employer telles apprenties au besoin, mais elles doivent avoir de 16 à 20 ans inclusivement.

XVIII. Boni de vie chère: En vertu du décret concernant la réglementation des salaires en temps de guerre, tel qu'établi par l'ordre en conseil C.P. 5963, les employeurs devront verser à leurs salariés un boni de vie chère de 12.2 comme suit:

a. Un boni de vie chère de 9.8, à compter du 1er juillet 1940, jusqu'au mois d'octobre 1941, tel que déterminé par l'indice décrété par le Gouvernement fédéral.

b. Un boni de vie chère de 2.4 depuis le 15 août 1942, tel que déterminé par l'indice décrété par le Gouvernement fédéral.

c. Pour chaque augmentation d'un point dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou l'augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité sera de:

1. 25 cents par semaine pour tout employé adulte du sexe masculin et pour tous les autres employés travaillant à des salaires de base de \$25.00 et plus par semaine, et

2. de un pour cent de leur salaire hebdomadaire de base pour tous les employés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans et pour toutes les employées travaillant à des salaires de base de moins de vingt-cinq dollars par semaine.

d. Le montant de l'indemnité ne sera changé que si l'indice du coût de la vie a varié de tout un point ou davantage depuis le dernier ordre du Conseil demandant une augmentation ou une diminution dudit indice.

e. Toute augmentation dans les taux basiques donnée par les employeurs aux salariés depuis le 1er juillet 1940 sera convertie de manière à calculer telle augmentation sur une base d'indemnité de vie chère, tel qu'établi plus haut dans les paragraphes a, b, c et d de cet article.

XIX. Promotions: a. Les employeurs pourront promouvoir tout ouvrier de seconde classe à la première classe à la condition que ledit ouvrier lorsque promu recevra une augmentation de 25% de la différence des salaires entre la première classe et la seconde et une nouvelle augmentation de 25% de telle différence à chaque six mois qu'il travaille jusqu'à ce qu'il ait reçu le minimum d'un employé de première classe.

b. Les apprentis ou apprenties peuvent être promus au travail régulier de la seconde classe; ils seront sujets aux arrangements prévus pour les promotions de la deuxième classe à la première.

c. Les promotions ne se donneront qu'aux salariés n'ayant jamais exécuté le genre de travail pour lequel une promotion est demandée;

XVI. No change of craft: No worker shall be permitted to work in any craft other than the craft for which he has been engaged, (provided there is sufficient work to keep him occupied at his craft, otherwise he shall fill in other work as required of him).

XVII. Apprentices: As regards male apprentices, in factories employing less than fifteen (15) help, such factories shall be entitled to engage one apprentice during the term of this decree or replace such apprentice, and any factory employing more than fifteen (15) help shall be entitled to engage two apprentices or replace same during the term of this decree.

As for female apprentices, the manufacturers may employ such apprentices as are necessary for their requirements, but such female apprentices are restricted to female of the ages of 16 to 20 inclusive.

XVIII. Cost of living bonus: In virtue of the Wartime Wages Control Order, as established by Order in Council P.C. 5963, employers will pay to their employees a cost of living bonus of 12.2 as hereinafter set forth:

a. A cost of living bonus of 9.8 as of and from July 1st 1940, until October 1941, as determined by the Index enacted by the Federal Government;

b. A cost of living bonus of 2.4 since August 15th, 1942, as determined by the Index enacted by the Federal Government.

c. For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index the decrease in the amount of the bonus shall be:

1. 25 cents per week for all adult, male employees and for all other employees employed at weekly wage rates of \$25.00 or more, and

2. one percent of the basic weekly wage rates for male employees under 21 years of age employed at weekly wage rates of less than \$25.00 and for female employees employed at weekly wage rates of less than \$25.00.

d. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living index number has changed one whole point or more since the last general order of the Board requiring an increase or decrease in the amount thereof.

e. Any increase in the basic wage rates given by employers to the employees since July 1st 1940, shall be converted so that such increase shall be calculated on the basis of the cost of living bonus, as previously established in subparagraphs a, b, c and d of this section.

XIX. Promotions: a. The employers shall have the right to promote any second class workman with the understanding that when such workman is promoted from second class to first class, he or she shall receive an increase on the date of their promotion of 25% of the difference in salary between a first class and a second class employee, and a further increase of 25% of such difference each six months he is employed, until he has received the minimum of a first class employee.

b. Apprentices may be promoted to regular second class work subject to the same arrangements as set out for promotion from second class to first class.

c. Promotions will apply only to those employees who have never done the type of work for which a promotion is being requested;

d. Toutes les promotions devront être soumises, par écrit, au comité paritaire.

XX. Tous les manufacturiers devront tenir des registres quant aux salaires payés et les heures de travail de leurs salariés.

XXI. Le décret deviendra en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 30 avril, 1944.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 26 septembre 1942. 2095-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163) avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont conjointement présenté une requête à l'effet que la convention collective intervenue entre:

D'UNE PART:

La Corporation municipale de la cité de Sherbrooke, ci-après appelée "La Cité",

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat des employés municipaux de la cité de Sherbrooke, ci-après appelé "Le Syndicat", soit rendue obligatoire pour l'employeur et les employés des métiers visés suivant les conditions ci-après:

I. *Juridiction professionnelle*: Le décret ne s'appliquera qu'aux employés permanents de la Cité travaillant dans les départements de la Voirie, de l'Aqueduc, des Parcs et de l'Hygiène.

II. Les parties acceptent l'échelle suivante de salaires d'après laquelle seront payés chaque semaine les employés assujettis au décret.

CÉDULE "A"

Catégorie	Taux à l'heure
1 Journaliers, dans tous les services	\$0.40
1-A " spécialisés	.45
2-A Chauffeurs de bouilloires, Classe A	.50
2-B " " " B	.45
3 Usine à asphalte, chauffeurs et opérateurs	.45
3-A Opérateurs de rouleaux à asphalte	.50
3-B Opérateurs de rouleaux à vapeur ordinaire	.45
5 Préposés à la balance du concasseur	.35
5-A Mécanicien de concasseur	.45
6 Préposés à l'entretien des quartiers	.47½
7-A Forgerons, Classe "A"	.55
7-B " " "B"	.50
7-C " " "C"	.45
8 Mineurs à la dynamite	.45
9 Charretiers	.45
10-A Chauffeurs de camions, Classe A	.50
10-B " " "B"	.45
11 Opérateurs de tracteurs et compresseurs	.45
11-A Opérateurs d'outillage général	.50

d. All promotions shall be reported previously in writing to the Parity Committee.

XX. All manufacturers shall keep proper records of wages paid and hours worked by their help.

XXI. The decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*, and shall remain in force until April 30th, 1944.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 26, 1942. 2095-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the contracting parties hereinafter mentioned have jointly presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Municipal Corporation of the City of Sherbrooke, hereinafter called "The City",

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat des employés municipaux de la Cité de Sherbrooke", hereinafter called "The Syndicate", be rendered obligatory for the employer and the employees of the trades concerned according to the following conditions:

I. *Professional jurisdiction*: The decree shall apply only to the permanent employees of the City working in the following departments: Roads, Aqueducts, Parks and Hygiene.

II. The parties accept the following wage schedule according to which the employees governed by the decree shall be paid each week.

SCHEDULE "A"

Category	Hourly Rate
1 Labourers, in all services	\$0.40
1-A Specialized labourers	.45
2-A Boiler firemen, Class "A"	.50
2-B " " "B"	.45
3 Asphalt shop, firemen and operators	.45
3-A Asphalt roller operators	.50
3-B Ordinary steam roller operators	.45
5 Steam roller scale worker (concas-seur)	.35
5-A Steam roller mechanic	.45
6 Quarters maintenance men	.47½
7-A Blacksmiths, Class "A"	.55
7-B " " "B"	.50
7-C " " "C"	.45
8 Dynamite firers	.45
9 Carters	.45
10-A Truck Drivers, Class "A"	.50
10-B " " "B"	.45
11 Enginemen—tractors and compressors	.45
11-A " general machinery	.50

Catégorie	Taux à l'heure	Category	Hourly Rate
12-A Contremaîtres, Classe "A".....	.55	12-A Foremen, Class "A".....	.55
12-B " " " "B".....	.50	12-B " " " "B".....	.50
12-C " " " "C".....	.45	12-C " " " "C".....	.45
13 Gardiens d'écurie.....	.40	13 Stable watchmen.....	.40
14 Mécanicien—Chef de garage.....	.65	14 Garage chief mechanic.....	.65
14-A Mécanicien de garage.....	.50	14-A " mechanic.....	.50
15-A Menuisiers, Classe "A".....	.50	15-A Joiners, Class "A".....	.50
15-B " " " "B".....	.45	15-B " " " "B".....	.45
16 Incinérateur-contremaître.....	.47½	16 Foreman—incinerator.....	.47½
16-A " " usine à			
asphalte.....	.60	16-A " " asphalt shop	.60
16-B Incinérateur-aide usine à asphalte	.40	16-B Helper—incinerator	.40
16-C Incinérateur sasseurs et mélan-			
geurs.....	.45	16-C Incinerator—layers and mixers..	.45
17 Service des égouts, contremaître.	.60	17 Sewers services—foreman.....	.60
17-A " " asst. contremaître.	.50	17-A " " assistant foreman	.50
17-B " " aide.....	.45	17-B " " helper.....	.45
18-A Jardiniers-fleuristes, Classe "A".....	.50	18-A Gardeners-florists, Class "A"....	.50
18-B " " Classe "B".....	.45	18-B " " " "B"....	.45
18-C Gardiens de parcs.....	.40	18-C Park watchmen.....	.40
19-A Aqueduc, contremaître, Classe A	.67½	19-A Aqueduct, foreman, Class "A"....	.67½
19-B " " " "B".....	.55	19-B " " " "B"....	.55
19-C " " " "C".....	.50	19-C " " " "C"....	.50
19-D " réparateur de comp-		19-D " Meter and machinery	
teurs et outillage.....	.55	workers.....	.55
20 Préposés à la collection des vidan-		20 Worker—picking up of rubbish,	
ges, y compris cheval.....	.57½	including the horse.....	.57½
21 Poseurs de pierre et blocs de gran-		21 Stone and granite block layers..	.45
nit.....	.45		

III. Le travail des employés engagés à l'heure sera payé comme suit, quelle que soit l'heure où commenceront les travaux;

a. Pour huit heures de travail, salaire régulier, qu'il y ait une ou plusieurs équipes;

b. Après huit heures de travail, salaire et quart;

c. Les dimanches salaire et demi;

IV. Aux fêtes de Noël, de la Circoncision, de l'Épiphanie, de la St-Jean-Baptiste, de la Confédération et du Travail, les employés auront un congé payé; s'ils doivent travailler ces jours-là, ils seront rémunérés aux taux de salaire et quart;

V. *Durée du décret*: Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 1er mai suivant. Il se renouvellera automatiquement à l'expiration de cette date, à moins que l'une des parties ait notifié l'autre, au moins soixante (60) jours à l'avance, de son intention de l'abroger.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 26 septembre, 1942. 2093-o

III. The work of the employees employed on an hourly basis shall be paid as follows, whatever be the starting time;

a. For eight hours of work, regular rate, whether there is one or more shifts;

b. After eight hours of work, time and one quarter;

c. On Sundays, time and one half;

IV. The employees shall have a paid holiday on Christmas Day, Circumcision Day, Epiphany Day, St. John the Baptist Day, Confederation Day and Labour Day; when they have to work on these days, they receive time and one quarter;

V. *Duration of the decree*: The decree shall remain in force until the following May 1st. It shall then renew itself automatically unless one of the parties notify the other party, at least sixty (60) days in advance, of its intention to repeal same.

During the thirty days from the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 26, 1942. 2093-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 39

Index of the Quebec Official Gazette, No. 39

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2645

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2645

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

ORDERS IN COUNCIL:

2376—Concernant la chasse au castor... 2677

2447—Concernant le temps réglementaire dans la péninsule de Gaspé..... 2678

2376—Concerning the hunting of beaver 2677

2447—Respecting standard time in the Gaspé Peninsula..... 2678

AVIS DIVERS:

Association of Employees of the Canadian Car and Foundry Company Ltd, Propeller Division, Montreal.....	2657
Consolidated Textiles Ltd.....	2657
Farnham, partie ouest du canton.....	2658
Haberdashery Manufacturers Guild.....	2656
Le Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de Jonquiè-re.....	2657
Midlothian Investment Company.....	2658
Paradis, Armand.....	2657
St-Augustin, commission scolaire.....	2658
St-Augustin, paroisse de.....	2658
The Wawanese Mutual Insurance Company.....	2659

CHARTES—ABANDON DE:

Donchester Mines (Quebec) Limited....	2659
La Traite des Tissus Inc.....	2659
Le Cinéma de Granby Limitée.....	2660
Midlothian Investment Company.....	2660
Montmorency Club Inc.....	2660
Polar Club Inc.....	2659
Roch Deladurantaye Limitée.....	2659
Scardere and Spino Construction Company Limited.....	2660
Wearwell Clothes Limited.....	2659

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE:

Ordonnance N° G.-Sp.-1.....	2671
Ordonnance N° 6-E-42—Shawinigan....	2671
Ordonnance N° 11-E-42—Drummondville.....	2673
Ordonnance N° 12-E-42—Grand'Mère....	2673
Ordonnance N° 15-E-42—Saint-Jérôme....	2674
Ordonnance N° 31-E-42—Danville.....	2675
Ordonnance N° 66-E-42—Nicolet.....	2676

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:

Saint-Jean-Baptiste, munic. scolaire.....	2661
---	------

ERRATUM:

Outremont, cité de.....	2661
-------------------------	------

EXAMEN DU BARREAU:

Bedford: étude du droit.....	2661
------------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Daoust & Daoust Limitée—Daoust & Daoust Limited.....	2646
Joliette Machine Works Limited.....	2647
L'Avenir du Nord Compagnie Limitée....	2647
Le Nettoyeur Idéal, Cie, Ltée—Ideal Cleaner, Co. Ltd.....	2647
Molyca Mines Limited.....	2648
Restall Slipper Co. Limited.....	2649
Smiley's Limited.....	2650
United Tobacco & Confectionery Company.....	2649

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Canadian Home Property Corporation..	2650
--------------------------------------	------

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:

Syndicat de St-Amédée.....	2661
----------------------------	------

MINISTÈRE DU TRAVAIL:

Le Syndicat des employés municipaux de la cité de Sherbrooke.....	2684
---	------

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association of Employees of the Canadian Car and Foundry Company Ltd, Propeller Division, Montreal.....	2657
Consolidated Textiles Ltd.....	2657
Farnham, West part of the township....	2658
Haberdashery Manufacturers Guild.....	2656
Le Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de Jonquiè-re.....	2657
Midlothian Investment Company.....	2658
Paradis, Armand.....	2657
St-Augustin, School Commission.....	2658
St-Augustin, Parish of.....	2658
The Wawanese Mutual Insurance Company.....	2659

CHARTERS—SURRENDER OF:

Donchester Mines (Quebec) Limited....	2659
La Traite des Tissus Inc.....	2659
Le Cinéma de Granby Limitée.....	2660
Midlothian Investment Company.....	2660
Montmorency Club Inc.....	2660
Polar Club Inc.....	2659
Roch Deladurantaye Limitée.....	2659
Scardere and Spino Construction Company Limited.....	2660
Wearwell Clothes Limited.....	2659

DAIRY INDUSTRY COMMISSION:

Order No. G.-Sp.-1.....	2671
Order No. 6-E-42—Shawinigan.....	2671
Order No. 11-E-42—Drummondville....	2673
Order No. 12-E-42—Grand'Mère.....	2673
Order No. 15-E-42—Saint Jerome.....	2674
Order No. 31-E-42—Danville.....	2675
Order No. 66-E-42—Nicolet.....	2676

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:

Saint-Jean-Baptiste, School munic.....	2661
--	------

ERRATUM:

Outremont, City of.....	2661
-------------------------	------

BAR EXAMINATION:

Bedford: study of the law.....	2661
--------------------------------	------

LETTERS PATENT:

Daoust & Daoust Limitée—Daoust & Daoust Limited.....	2646
Joliette Machine Works Limited.....	2647
L'Avenir du Nord Compagnie Limitée....	2647
Le Nettoyeur Idéal, Cie, Ltée—Ideal Cleaner, Co. Ltd.....	2647
Molyca Mines Limited.....	2648
Restall Slipper Co. Limited.....	2649
Smiley's Limited.....	2650
United Tobacco & Confectionery Company.....	2649

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Canadian Home Property Corporation..	2650
--------------------------------------	------

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:

Syndicat de St-Amédée.....	2661
----------------------------	------

DEPARTMENT OF LABOUR:

Le Syndicat des employés municipaux de la cité de Sherbrooke.....	2684
---	------

The Fur Manufacturers Guild Incorporated <i>et al.</i>	2678	The Fur Manufacturers Guild Incorporated <i>et al.</i>	2678
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.....	2662	Miscellaneous.....	2662
PROCLAMATIONS:		PROCLAMATIONS:	
Cour de circuit dans et pour le district électoral de Gaspé-Nord.....	2663	Circuit Court in and for the Electoral District of Gaspé-North.....	2663
Musquarro, canton de.....	2664	Musquarro, Township of.....	2664
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Vennes, Arthur.....	2665	Vennes, Arthur.....	2665
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Outremont, cité de.....	2652	Outremont, city of.....	2652
Villeroi, municipalité scolaire.....	2651	Villeroi, school municipality.....	2651
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
<i>Bedford:</i>		<i>Bedford:</i>	
Bancroft vs Héritiers Charles-C. Rogers <i>et al.</i>	2666	Bancroft vs Heirs of Charles-C. Rogers <i>et al.</i>	2666
<i>Gaspé:</i>		<i>Gaspé:</i>	
Driscoll vs Robinson.....	2666	Driscoll vs Robinson.....	2666
<i>Iberville:</i>		<i>Iberville:</i>	
Cité de Saint-Jean vs Jodouin.....	2667	City of Saint-Jean vs Jodouin.....	2667
<i>Montmagny:</i>		<i>Montmagny:</i>	
Létourneau vs Caron.....	2668	Létourneau vs Caron.....	2668
<i>Montréal:</i>		<i>Montreal:</i>	
The Royal Trust Company <i>et al</i> vs Ver- mette.....	2668	The Royal Trust Company <i>et al</i> vs Ver- mette.....	2668
<i>Québec:</i>		<i>Quebec:</i>	
Drolet vs Bolduc.....	2669	Drolet vs Bolduc.....	2669
Dufresne <i>et al</i> vs Lacasse <i>et vir.</i>	2669	Dufresne <i>et al</i> vs Lacasse <i>et vir.</i>	2669
<i>Rimouski:</i>		<i>Rimouski:</i>	
Miller vs Émond.....	2670	Miller vs Émond.....	2670
Miller vs Marin.....	2670	Miller vs Marin.....	2670
<i>Terrebonne:</i>		<i>Terrebonne:</i>	
Renaud vs Bigras.....	2670	Renaud vs Bigras.....	2670
2096-o		2096-o	

